

## Rapport de réunion

# 2024 Forum Mondial sur l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or

Batangas, Philippines  
3 - 5 juin 2024

## Table des matières

Résumé.....	4
Contexte.....	4
Premier jour : lundi 3 juin 2024 .....	4
Deuxième jour : mardi 4 juin 2024 .....	8
Troisième jour : Mercredi 4 juin 2024 .....	14
Contexte.....	16
Premier jour : lundi 3 juin 2024 .....	17
Mot de bienvenue et remarques préliminaires.....	17
Discussion des Mineurs sur la finance et les chaînes d'approvisionnement formelles .....	19
Session plénière : Laboratoire de solutions : Modèles de financement dans les pays planetGOLD .....	22
Session parallèle A : Capitalisation de l'EMAPE - Perspectives des financiers .....	26
Session plénière : Lutte contre la criminalité et les droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement en EMAPE .....	36
Remarques de clôture : Premier jour .....	38
Deuxième jour : mardi 4 juin 2024 .....	38
Remarques préliminaires.....	38
Miner Fireside Chat sur la formalisation et la technologie .....	39
Session plénière : Foire technologique : Approches pour soutenir la production d'or sans mercure.....	41
Session parallèle du matin A : Modèles de coopération entre l'exploitation minière à grande échelle et l'EMAPE .....	46
Session parallèle du matin B : Plans d'action nationaux de Minamata : Stratégies de protection des personnes vulnérables .....	50
Session parallèle de l'après-midi A : Fiscalité et EMAPE .....	53
Session parallèle de l'après-midi B: Aborder les impacts de l'EMAPE sur la biodiversité.....	55
Session plénière : Renverser le courant d'opinion sur l'EMAPE responsable .....	57
Remarques de clôture : Deuxième jour .....	60
Troisième jour : Mercredi 5 juin 2024 .....	60
Remarques de clôture : Troisième jour .....	64

## Acronymes

L'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or	EMAPE
Conservation International	CI
Conférence des parties	COP
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	CEDEAO
Coopérative financière d'Antioquia	CFA
Fonds pour l'environnement mondial	FEM
La facilité d'impact	TIF
Exploitation minière à grande échelle	LSM
Protocole d'accord	PE
Prestataires de services de microfinance	PSFM
Plans d'action nationaux (PAN)	PAN
Société nationale de l'exploitation minière à petite échelle du Pérou	SONAMIPE
Groupe consultatif du programme	PAG
Coopérative d'épargne et de crédit	CCN
Communauté de développement de l'Afrique australe	SADC
Le programme international spécifique	SIP
Banque d'affaires fiduciaire	TMB
Programme des Nations unies pour le développement	PNUD
Programme des Nations unies pour l'environnement	PNUE
Organisation des Nations unies pour le développement industriel	ONUDI

## Résumé

### Contexte

Le [Forum Mondial 2024 sur l'exploitation minière artisanale et à petite échelle](#) (EMAPE) s'est tenu à Batangas, aux Philippines, du 3 au 5 juin 2024. Organisé par le programme planetGOLD, cet événement visait à rassembler un éventail diversifié de parties prenantes, y compris des mineurs, des fonctionnaires gouvernementaux, des agences internationales, des experts politiques et techniques, et des représentants du secteur privé. Les principaux objectifs étaient d'informer, d'éduquer et d'échanger les meilleures pratiques afin d'améliorer, de professionnaliser et d'éliminer le mercure dans le secteur des EMAPE.

### Premier jour : lundi 3 juin 2024

#### Mot de bienvenue et remarques préliminaires

Le Forum Mondial s'est ouvert sur les remarques des représentants du gouvernement philippin, de la Convention de Minamata sur le mercure et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Ludovic Bernaudat, Senior Programme Management Officer au Programme des Nations Unies pour l'Environnement, a ouvert l'événement en soulignant que le programme vise à transformer la chaîne d'approvisionnement en or dans le monde entier, tout en garantissant la protection de l'environnement et le bien-être des communautés. Joselin Markus Fragada, sous-secrétaire aux opérations de terrain à Mindanao au ministère philippin des ressources naturelles, a souligné le rôle de l'EMAPE dans la réduction de la pauvreté aux Philippines, plaidant pour la coexistence avec l'exploitation minière à grande échelle et les sauvegardes environnementales. Monika Stankiewicz, secrétaire exécutive de la Convention de Minamata sur le mercure, a évoqué les progrès réalisés dans le cadre de la Convention de Minamata, en soulignant les efforts déployés au niveau mondial pour financer les plans d'action nationaux et renforcer les solutions de remplacement sans mercure. Anil Sookdeo a salué l'impact de planetGOLD dans 26 pays, en réduisant l'utilisation du mercure et en promouvant la formalisation. Pour conclure, Ludovic a présenté les objectifs du programme et l'ordre du jour des discussions collaboratives qui se dérouleront pendant trois jours.

#### Discussion des mineurs sur la finance et les chaînes d'approvisionnement formelles

La partie technique de l'événement s'est ouverte sur une discussion entre les représentants des organisations minières du Burkina Faso, du Kenya, de l'Ouganda et du Zimbabwe. Les mineurs ont discuté des défis et des stratégies liés à l'accès au financement et à la formalisation des chaînes d'approvisionnement dans le secteur des EMAPE. Les principaux points à retenir sont les suivants :

- Le recours généralisé à des sponsors privés, à des intermédiaires, à des acheteurs d'or et à d'autres canaux de financement informels, en raison du soutien limité des pouvoirs publics et des obstacles réglementaires ;

- La difficulté pour les mineurs d'accéder aux instruments financiers formels en raison de l'illégalité historique et du manque de produits financiers adaptés ; et
- La persistance des disparités entre les sexes, les femmes étant souvent marginalisées malgré le rôle essentiel qu'elles jouent dans les activités auxiliaires.

Les participants ont souligné la nécessité d'instruments financiers adaptés, d'un meilleur accès au financement formel, d'un environnement réglementaire plus favorable aux mineurs et d'une collaboration renforcée entre les institutions financières et les parties prenantes de l'EMAPE afin de favoriser une croissance économique durable dans le secteur. Les mineurs ont conseillé aux institutions financières de s'immerger dans l'industrie, afin d'informer le développement de produits adaptés, y compris l'examen des systèmes de garantie de prêt pour atténuer les risques associés.

### **Session plénière : Laboratoire de solutions : Modèles de financement dans les pays planetGOLD**

Cette session a présenté des solutions financières innovantes pour l'EMAPE. Un représentant de la Banque centrale de l'Équateur a mis en lumière un partenariat inter-agences entre la Banque centrale, BanEcuador (la banque nationale de développement de l'Équateur) et les ministères de l'Environnement et des Mines et de l'Énergie ; le partenariat s'est appuyé sur les informations de diligence raisonnable collectées par la Banque centrale ainsi que sur les informations de conformité des ministères, pour aider à "dérisquer" les prêts accordés aux mineurs par BanEcuador. Au Burkina Faso, le projet planetGOLD a collaboré avec Coris Bank pour créer un fonds de prêt renouvelable, soutenu par une garantie de prêt associée à une gestion solide et transparente par un comité multipartite. Jusqu'à présent, trois prêts ont été accordés grâce à ce mécanisme. En Colombie, la Coopérative financière d'Antioquia (CFA) a pris un an pour comprendre l'écosystème de l'EMAPE, puis a développé un mécanisme de prêt pour l'EMAPE en utilisant le capital d'une ligne de crédit mise à disposition par le gouvernement colombien ; ces prêts sont soutenus par un fonds de garantie de prêt de planetGOLD Colombia. Aux Philippines, le programme planetGOLD collabore avec la Banque Centrale pour préparer des accords d'achat que les mineurs peuvent utiliser comme garantie pour des prêts auprès d'institutions financières locales. Pour se qualifier, les mineurs doivent démontrer qu'ils respectent les critères de planetGOLD. En Mongolie, en raison du manque d'entités financières formelles prêtes à financer les mineurs, le projet planetGOLD soutient le développement d'une institution d'épargne et de crédit gérée par la coopérative EMAPE locale, afin de fournir des financements directement aux mineurs locaux.

Le pilotage de ces modèles a montré l'importance des points suivants :

- Il est essentiel d'insister auprès des mineurs sur le rôle fondamental de la formalisation comme condition préalable à l'accès au financement.
- Des partenaires financiers flexibles sont nécessaires pour aider les mineurs à se constituer un historique de crédit; des produits flexibles adaptés aux mineurs sont également nécessaires.

- Les banques doivent prendre le temps de comprendre l'écosystème de l'EMAPE. En outre, les mécanismes mis au point pour l'EMAPE nécessitent un engagement à long terme de la part des financiers, y compris un plaidoyer en faveur de réformes réglementaires si nécessaire.
- Le partage des informations relatives à la diligence raisonnable entre les entités publiques peut permettre de réduire les risques liés aux mécanismes de prêt. Par exemple, les banques centrales peuvent jouer un rôle important dans la création de la confiance dans les mineurs grâce à leurs programmes d'achat qui mettent l'accent sur la diligence raisonnable.
- Les banques publiques telles que les banques centrales peuvent être des partenaires financiers privilégiés parce qu'elles ont pour mission de reconnaître les mineurs non seulement comme des clients, mais aussi comme des populations marginalisées ayant besoin de développement.
- Le capital pour les mécanismes de prêt peut être disponible auprès des lignes de crédit gouvernementales existantes, telles que les fonds verts.
- Les fonds de garantie sont un élément clé de la participation des banques commerciales, au même titre que l'aide à la gestion.
- Il peut être nécessaire pour les coopératives d'EMAPE de développer des mécanismes financiers autogérés dans les régions où la finance commerciale ne peut pas ou ne veut pas s'engager à fournir des financements.
- Des activités complémentaires (telles que la fourniture de comptes d'épargne ou d'une assurance-vie) peuvent renforcer l'attrait du mécanisme pour les mineurs, ce qui se traduit par une meilleure acceptation.

La séance plénière du matin a été suivie de deux sessions parallèles qui ont permis d'approfondir les questions relatives à l'accès au financement.

### **Session parallèle A : Capitalisation de l'EMAPE - Perspectives des financiers**

Cette table ronde s'est penchée sur les obstacles persistants et les complexités qui entourent le financement de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or (EMAPE). La perception du risque étant un obstacle majeur au financement de l'EMAPE, Trust Merchant Bank a présenté sa nouvelle stratégie d'analyse du risque pour l'EMAPE. Son approche met l'accent sur des méthodes normalisées d'évaluation des risques pour évaluer l'EMAPE, qui peuvent être communément utilisées par toutes les entités bancaires dans la chaîne financière, ce qui permettra des transactions financières cohérentes et opportunes avec l'EMAPE. De son côté, "The Impact Facility" a souligné qu'elle mettait l'accent sur des solutions de financement adaptables pour les mineurs qui ne disposent pas de garanties traditionnelles, ce qui inclut un programme de location avec option d'achat qui fournit une assistance technique et offre des conditions de paiement flexibles. Les représentants des entités financières CFA et BanEcuador ont plaidé en faveur d'une implication précoce des banques dans la formalisation et la formation à la conformité, en particulier BanEcuador, qui a appelé à des ajustements réglementaires pour accepter les titres miniers en tant que garantie. En tant qu'acheteur désigné de l'or EMAPE, le représentant de la Banque centrale des Philippines a souligné l'importance de la traçabilité et des marchés de l'or responsables.

Le groupe a également convenu d'appeler à des réformes réglementaires pour faciliter l'accès financier tout en atténuant les risques tels que les activités criminelles.

### **Session parallèle B : Les femmes s'élèvent - Solutions innovantes pour les femmes par les femmes afin d'augmenter les revenus dans les communautés minières artisanales**

Une deuxième session parallèle a examiné les efforts déployés par les femmes dans le secteur minier pour améliorer leurs moyens de subsistance. Les principaux enseignements tirés de cette session sont les suivants:

- Défis sociaux, sanitaires et économiques auxquels sont confrontées les femmes dans l'EMAPE : Les rôles traditionnels des hommes et des femmes confinent souvent les femmes aux responsabilités domestiques, ce qui limite leur participation à l'EMAPE. En Ouganda, les femmes n'ont généralement pas de droits fonciers formels ou de propriété. Cette vulnérabilité les expose à l'exploitation et au déplacement, ce qui compromet leur stabilité et leur sécurité à long terme dans le secteur minier. En outre, les contributions des femmes sont sous-évaluées, ce qui se traduit par des revenus plus faibles et un manque de reconnaissance. Enfin, l'exposition à des dangers tels que le mercure, sans protection adéquate, présente des risques sanitaires importants pour les femmes mineuses.
- Stratégies et initiatives innovantes : Au Burkina Faso, des programmes de formation tenant compte des spécificités de chaque sexe visent à accroître la participation des femmes à des pratiques minières plus sûres et à des coopératives. Au Pérou, des cadres financiers adaptés et un soutien à l'entrepreneuriat pour améliorer la stabilité économique et l'indépendance des femmes mineuses. Aux Philippines, des initiatives de formation tenant compte des spécificités de chaque sexe visent à intégrer les femmes de manière plus visible dans les activités de l'EMAPE et à tirer parti de leurs compétences. En Équateur, une campagne de communication, "ValORO Tu Trabajo", remet en question le stéréotype de la représentation des mineuses en incluant des images de femmes mineuses dans les publications de communication.
- Avantages économiques à long terme : L'autonomisation des femmes se traduit par une augmentation de leurs revenus et de leur autonomie économique. L'autonomisation des femmes stimule les économies locales et favorise le développement durable dans les communautés minières.
- Partenariats et soutien : La collaboration entre les agences gouvernementales, les communautés locales, les sociétés minières et les ONG est cruciale pour la défense des politiques, l'allocation des ressources et le renforcement des capacités. Le renforcement des partenariats peut améliorer les systèmes de soutien et promouvoir un développement inclusif de l'EMAPE.
- Programmes d'éducation et de formation : Des programmes personnalisés sont nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques des femmes dans l'EMAPE, y compris des horaires flexibles, une formation technique et le développement de compétences commerciales. L'éducation joue un rôle clé dans l'habilitation des femmes à naviguer et à exceller dans le secteur minier.

- Aborder les questions juridiques et sociales : Le plaidoyer en faveur de la reconnaissance juridique et de l'acceptation sociale des rôles des femmes dans l'EMAPE est essentiel pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation économique des femmes. Par exemple, en Équateur, un produit de crédit qui comprenait des conditions conçues pour les jancheras n'a pas été accepté par BanEcuador en raison de son manque de confiance dans la population féminine (barrière culturelle) et de la situation économique des femmes qui ne sont pas éligibles au crédit (barrière économique). Des changements culturels sont nécessaires pour reconnaître et valoriser les contributions des femmes dans l'industrie minière.

Dans l'ensemble, les discussions ont souligné l'importance d'interventions adaptées, de partenariats de soutien et de réformes politiques pour renforcer les capacités des femmes dans le secteur de l'EMAPE, en garantissant leur participation significative et des avantages équitables dans le secteur.

### **Session plénière : Lutte contre la criminalité et les droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement en EMAPE**

La première journée du programme technique s'est achevée par une session plénière axée sur la complexité de la légalité des EMAPE dans un contexte de corruption, en faisant la distinction entre les opérations informelles et illégales ; les défis en matière d'application de la loi, y compris la possibilité de déplacer les activités criminelles plutôt que de les éradiquer ; et le rôle de la corruption gouvernementale et des influences géopolitiques sur la dynamique minière. Les panélistes ont souligné la capacité d'adaptation des réseaux criminels et les défis qu'ils posent aux efforts visant à réduire ou à éliminer l'utilisation du mercure. La discussion a également mis en évidence la vulnérabilité des individus dans les sites d'EMAPE en raison du manque de protection juridique et de l'influence du crime organisé dans des zones spécifiques. Le panel a introduit le concept de convergence criminelle, où les vulnérabilités d'un aspect du secteur peuvent en affecter d'autres, comme le partage de la logistique pour le commerce illégal.

Les solutions proposées sont les suivantes : investir dans la sensibilisation des communautés et des gouvernements, garantir les droits fonciers et l'attribution correcte des terres, utiliser les SIG et la télédétection pour le suivi, et intégrer les progrès technologiques pour gérer l'EMAPE de manière responsable et améliorer le respect de la réglementation.

### **Remarques de clôture du premier jour**

La journée s'est achevée par les remarques finales du secrétariat de Minamata, qui a résumé les enseignements tirés des sessions de la journée consacrées à la finance et aux droits de l'homme, et qui a également remis le prix gagnant du concours photo du Forum mondial, qui mettait en avant les meilleures pratiques dans le secteur.

**Deuxième jour : mardi 4 juin 2024**

## **Remarques préliminaires**

Rodica Ella Ivan, responsable du développement industriel, département de l'environnement, ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel), a ouvert la première session : une discussion informelle entre mineurs sur la formalisation et la technologie, animée par deux éminents experts en la matière du réseau d'échange DELVE : Dian Anggraeni et Manuel Reinoso.

## **Discussion des mineurs sur la formalisation et la technologie**

La deuxième journée du Forum s'est ouverte sur une session de mineurs axée sur la formalisation et la technologie, à laquelle ont participé des mineurs du Brésil, de l'Équateur, de l'Indonésie, de la Mongolie, du Pérou et des Philippines. Les principaux points de discussion ont été les suivants :

- Les avantages de la formalisation, tels que l'accès aux marchés légaux et aux services financiers. Les mineurs formalisés bénéficient de la certitude des opérations et du soutien de négociants certifiés, ce qui renforce leur capacité à investir dans des pratiques minières responsables.
- Des difficultés dans les processus de légalisation, notamment des procédures administratives complexes, l'obtention de permis et de garanties pour l'accès au crédit, ce qui constitue autant d'obstacles à la formalisation.
- Les défis auxquels sont confrontées les femmes mineurs, en mettant l'accent sur l'invisibilité et la discrimination qu'elles rencontrent.
- Les obstacles les plus courants sont les procédures bureaucratiques, le manque de sensibilisation et la résistance des militants anti-mines.
- Rôle des gouvernements dans l'accélération du processus de formalisation en simplifiant les exigences administratives et en fournissant un soutien.
- Des mesures d'incitation à l'élimination du mercure, notamment le respect des réglementations sanitaires et environnementales, l'accès aux marchés internationaux et le soutien d'organisations telles que planetGOLD en vue de l'adoption de pratiques minières plus sûres.

## **Session plénière : Foire technologique : Approches pour soutenir la production d'or sans mercure**

La séance plénière du matin a mis l'accent sur le rôle essentiel de la technologie dans l'amélioration de l'efficacité et de la durabilité de l'EMAPE, en présentant de nouvelles technologies visant à réduire l'utilisation du mercure dans l'extraction de l'or grâce à des démonstrations vidéo de techniques de traitement sans mercure. Des initiatives du Burkina Faso, de la Colombie, de la Mongolie, du Pérou et des Philippines ont été présentées :

- Colombie : Le projet Asominucol a intégré des boîtes d'écluses et des sélecteurs pour atteindre un taux de récupération de l'or de 90 %, démontrant un mélange réussi de stratégies technologiques et de gestion des connaissances. Cette approche souligne l'importance de comprendre le contexte écologique et

géologique, d'identifier les technologies sans mercure appropriées et de garantir leur application durable. Le succès de l'étude de cas a mis en évidence la valeur de l'implication de la communauté minière dans la conception, l'installation et la validation des nouvelles technologies. En outre, l'utilisation d'outils pédagogiques en 3D et de modèles d'apprentissage interactifs s'est avérée efficace pour illustrer les nouveaux processus aux mineurs, facilitant ainsi leur compréhension et leur acceptation.

- Pérou : L'initiative Oro Limpio au Pérou a surmonté les résistances culturelles pour réduire de manière significative l'utilisation du mercure et augmenter la récupération de l'or. En impliquant 16 organisations minières, le projet a permis d'éliminer 15 tonnes de mercure et d'installer 16 usines sans mercure. Cette initiative a démontré l'importance d'établir la confiance avec les mineurs, qui étaient initialement sceptiques à l'égard des technologies sans mercure. La collaboration avec les usines de traitement et le développement de produits financiers ont apporté un soutien essentiel à la transition, soulignant la nécessité d'une assistance à la fois financière et technique dans ce type d'entreprise. Le projet a également souligné l'importance de l'appropriation par les mineurs de l'ensemble du processus pour un meilleur contrôle et une meilleure gestion des coûts.
- Burkina Faso : La mise en œuvre de systèmes gravimétriques avec un fort engagement communautaire, une formation complète et la participation des mineurs locaux a permis de réduire efficacement la pollution par le mercure et d'améliorer la récupération de l'or. Le projet a également mis en évidence la nécessité d'un soutien financier continu pour assurer la durabilité à long terme, en s'attaquant aux problèmes sanitaires et environnementaux importants associés aux méthodes traditionnelles d'amalgamation du mercure.
- la Mongolie et les Philippines : L'accent a été mis sur la résolution des problèmes liés à l'éloignement et aux pratiques à forte intensité de main-d'œuvre par la mise en œuvre de systèmes de traitement automatisés et d'usines centralisées pour une récupération durable de l'or. Ces projets ont mis l'accent sur la consultation des communautés afin de comprendre les priorités des mineurs artisanaux et de s'assurer que les nouveaux systèmes correspondent aux taux de production actuels ou les améliorent. L'introduction d'une manipulation avancée des matériaux, comme le concentrateur hélicoïdal et la lixiviation sur place, a considérablement amélioré la récupération de l'or et réduit l'intensité de la main-d'œuvre. Cette approche a mis en évidence l'impact des innovations technologiques et des technologies conviviales sur l'amélioration de la récupération durable de l'or.

Principaux enseignements : Ces études de cas ont mis en évidence la réussite de la mise en œuvre et les améliorations significatives de l'efficacité, avec une récupération de l'or allant jusqu'à 90 %. Les principaux défis, tels que le scepticisme des mineurs, les problèmes logistiques et la nécessité d'une formation complète et de l'implication de la communauté, ont été abordés. Enfin, la nécessité d'un soutien gouvernemental pour la promotion et la mise en œuvre de ces technologies en vue d'une adoption plus large a été soulignée. L'aide financière, l'alignement de la réglementation et le soutien

technique continu ont été identifiés comme des éléments essentiels pour une transition technologique réussie.

La session plénière a été suivie de sessions parallèles le matin et l'après-midi, explorant les questions pertinentes liées à la formalisation de l'EMAPE.

### **Session parallèle du matin A : Modèles de coopération entre l'exploitation minière à grande échelle et l'EMAPE**

Cette session a abordé les défis liés à l'intégration des opérations minières à grande échelle avec l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or (EMAPE) et les modèles émergents de coexistence entre ces acteurs de l'industrie de l'or. En outre, elle a présenté des études de cas réussies où la collaboration entre les mineurs à grande échelle et à petite échelle a conduit à des avantages mutuels et à des pratiques durables. Les présentations de Mauricio Winkelried de Solidaridad, William Leshilo d'AngloGold Ashanti et Eduard Cornew de Mwamba Mining ont illustré des efforts de collaboration réussis. Dans le cas de Solidaridad, la société minière Minera Ores a aidé les mineurs locaux à augmenter leur production, leur a fourni des paiements anticipés, des prêts et une assistance juridique, tout en assurant un traitement sans mercure. En Guinée, AngloGold Ashanti a donné la priorité à la formalisation des petits mineurs légitimes/traditionnels en renforçant l'engagement des parties prenantes, en aidant le gouvernement avec un consultant spécialisé dans l'EMAPE et en organisant un forum multipartite. Elle fournit également une assistance technique aux mineurs en attente de formalisation. Mwamba Mining a décrit son approche à plusieurs volets pour aider l'EMAPE, par l'achat direct et le traitement du minerai, avec des plans pour moderniser davantage les opérations, améliorer la sécurité et aider les mineurs à se constituer un crédit. L'entreprise travaille également avec une université locale pour offrir une formation technique dans le domaine de l'exploitation minière.

Cette session l'a montré :

- La collaboration entre les petites et grandes entreprises minières peut prendre la forme d'une assistance directe aux mineurs, comme l'achat direct de minerai, l'accès aux terrains/dépôts et l'assistance à la diligence raisonnable, mais peut également inclure la collaboration avec les régulateurs, les investisseurs d'impact et les bailleurs de fonds pour éliminer les obstacles.
- Les études de cas ont montré comment cette collaboration peut conduire à des avantages mutuels, y compris l'amélioration de la durabilité et le partage des ressources.
- Des politiques et des réglementations efficaces sont nécessaires pour régir les interactions entre ces deux secteurs.

### **Session parallèle du matin B : Plans d'action nationaux de Minamata : Stratégies de protection des personnes vulnérables**

Cette discussion s'est concentrée sur les stratégies des plans d'action nationaux (PAN) de Minamata visant à protéger les populations vulnérables de l'exposition au mercure. Les modérateurs ont donné un aperçu des PAN dans le cadre de la Convention de Minamata et des décisions récentes de la COP5 concernant les populations

vulnérables. Les panélistes ont ensuite discuté de la mise en œuvre des PAN dans le cadre de la Convention de Minamata, en partageant les expériences et les meilleures pratiques de l'Équateur, des Philippines et de l'Ouganda. Ces pays ont noté que l'EMAPE est couramment pratiquée à proximité des territoires autochtones et que les femmes et les enfants sont encore souvent présents sur les sites miniers. Ils ont donc souligné la nécessité d'élaborer des stratégies visant à protéger ces populations vulnérables par la mise en œuvre de normes de santé et de sécurité, par l'éducation des communautés et par des interventions ciblées sur les groupes à risque. Ils ont recommandé d'impliquer des experts communautaires dans la conception et la mise en œuvre des stratégies et d'intégrer la dimension de genre dans toutes les activités.

Les recommandations pour une attention soutenue à l'égard de ces groupes sont les suivantes :

- Concentrer les activités sur les vulnérabilités de divers groupes, tels que les personnes âgées, les jeunes et les personnes handicapées, afin d'assurer une participation plus large.
- Renforcer les capacités organisationnelles au sein des communautés afin d'assurer une mise en œuvre efficace des activités.
- Offrir des incitations et des récompenses aux exploitations minières qui réduisent ou éliminent l'utilisation du mercure, renforçant ainsi l'objectif d'élimination du mercure.
- Mettre l'accent sur la durabilité en faisant appel à des experts en environnement et en s'engageant dans des efforts de collaboration.
- Sensibiliser aux dangers du mercure et encourager les pratiques sans mercure.

### **Session parallèle de l'après-midi A : Fiscalité et EMAPE**

Cette session a examiné les politiques fiscales efficaces pour les EMAPE et le rôle de la fiscalité dans le soutien des objectifs économiques et environnementaux. La session s'est concentrée sur les politiques fiscales efficaces, les taux de redevance et les marges bénéficiaires qui incitent à la conformité plutôt qu'à l'évasion fiscale et à la contrebande transfrontalière vers des pays ayant des régimes fiscaux plus favorables. Les recommandations formulées à l'issue de cette session sont les suivantes

- Concevoir des politiques fiscales efficaces pour soutenir l'EMAPE tout en donnant la priorité à la protection de l'environnement et à la durabilité.
- Tenir compte de l'ensemble des taux de redevances, des coûts de transport et de transaction lors de l'examen des coûts totaux pour les mineurs, en mettant en garde contre une baisse concurrentielle des taux de redevances (pour attirer l'or) entre les pays d'une même région.
- Les incitations fiscales pour les exploitants d'EMAPE qui adoptent des pratiques responsables ont été discutées comme un moyen d'encourager l'exploitation minière responsable.
- Les politiques fiscales doivent être équitables, transparentes et favorables au développement de l'EMAPE.

- La coopération régionale est importante pour éviter les flux transfrontaliers illicites, citant des exemples de coopération entre les pays de la CEDEAO et de la SADC sur d'autres questions fiscales, et la nécessité de stratégies adaptées.
- Il a insisté sur la conceptualisation de l'EMAPE en tant qu'écosystème soutenant des millions de personnes, suggérant la formalisation pour réduire les taxes informelles et les pots-de-vin potentiels.
- Il a insisté sur la nécessité d'un soutien gouvernemental et de centres d'achat décentralisés malgré les compromis.

### **Session parallèle de l'après-midi B : Aborder les impacts de l'EMAPE sur la biodiversité**

La session a donné un aperçu des impacts directs et indirects de l'EMAPE sur la biodiversité, notamment la déforestation et la destruction des habitats, la dégradation des sols et la pollution chimique, le drainage minier acide, la pollution par les hydrocarbures et la conversion des forêts en zones humides contaminées par le mercure. Ces activités entraînent des effets sur le changement climatique, tels que l'augmentation des feux de forêt dans les forêts endommagées par l'EMAPE, ce qui provoque des déplacements de mercure dans l'atmosphère. Dans des endroits comme Madre de Dios, au Pérou, 37 % de la zone a été déboisée par l'EMAPE et transformée en zones humides.

Des stratégies visant à atténuer l'impact environnemental des activités d'EMAPE ont été explorées, telles que la promotion de techniques d'extraction sans mercure, l'encouragement de la remise en état et de la réhabilitation des sites miniers, et la mise en œuvre de systèmes de surveillance pour suivre les indicateurs environnementaux. Des pratiques de gestion environnementale réussies ont été mises en évidence, notamment des initiatives de gestion des ressources à base communautaire, des efforts de coopération entre les mineurs et les agences environnementales, et la création de zones protégées dans les régions minières pour sauvegarder la biodiversité et les ressources en eau.

Il a été souligné que les plans d'action nationaux (PAN) dans le cadre de la convention de Minamata sur le mercure devraient tenir compte de la protection de la biodiversité, des populations autochtones et des communautés locales. L'importance de lier les travaux du secteur EMAPE au cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal et aux points focaux travaillant sur d'autres conventions environnementales a également été soulignée.

La session s'est achevée en notant qu'il est essentiel de travailler avec les membres des communautés, les communautés minières et les parties prenantes au cours du processus scientifique afin de comprendre les expériences locales et d'élaborer ainsi de meilleures politiques et stratégies. Des stratégies globales sont nécessaires pour traiter les aspects économiques et environnementaux de l'EMAPE, en promouvant des pratiques responsables, une intégration efficace des politiques et une participation active des communautés.

## **Session plénière : Renverser le courant d'opinion sur l'EMAPE responsable**

Cette session a mis l'accent sur le rôle essentiel d'une communication efficace dans la promotion d'une EMAPE responsable, en insistant sur l'inclusion de diverses parties prenantes et sur la nécessité d'un message unifié et simplifié. Cette approche est nécessaire pour changer la perception du public sur l'EMAPE, qui passe d'une activité nuisible à une pratique responsable et durable. La session a mis en lumière les efforts déployés pour modifier les perceptions grâce à l'engagement des communautés, à des projets pilotes mettant en avant des pratiques durables et au renforcement des capacités des gouvernements locaux. La discussion a porté sur l'adaptation des messages aux contextes politiques et sur l'exploitation des médias sociaux pour un impact plus large. Les stratégies de sensibilisation à l'impact environnemental de l'EMAPE et de promotion des pratiques responsables par le biais de partenariats et de plateformes médiatiques ont été mises en avant. Les stratégies réussies d'engagement des médias, y compris la crédibilité et la narration pour humaniser les expériences des mineurs, ont été partagées avec les défis de la sensibilisation du secteur. L'importance de se concentrer sur la responsabilité des consommateurs, de présenter les mineurs comme des agents de changement positif, de simplifier les messages publics et de centrer les voix des mineurs dans des récits opportuns a été défendue. La session a également mis en évidence le pouvoir des arts et de la narration dans la défense des impacts environnementaux et sanitaires de l'exploitation minière, en insistant sur la collaboration tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Les questions du public ont porté sur la responsabilité de l'industrie, le soutien des gouvernements dans le changement de perspective des consommateurs et la promotion de pratiques minières responsables.

## **Remarques finales**

La deuxième journée s'est terminée par une réflexion sur les enseignements tirés de la journée, centrée sur l'intersection de la technologie, de l'exploitation minière à grande échelle, de la fiscalité, de la protection de l'environnement et de la communication dans le secteur de l'EMAPE. Des politiques fiscales soigneusement calibrées ont été considérées comme des outils essentiels pour soutenir l'EMAPE tout en garantissant la protection de l'environnement, soulignant la nécessité de mettre en place des incitations qui favorisent des pratiques minières responsables. La protection de l'environnement est apparue comme un thème central, avec des stratégies proposées pour atténuer les impacts grâce à des technologies innovantes et à des efforts de collaboration entre les parties prenantes. Dans l'ensemble, les participants ont fortement encouragé la collaboration continue et le partage des connaissances entre les parties prenantes afin de favoriser les progrès et la durabilité dans le secteur de l'EMAPE.

## **Troisième jour : Mercredi 4 juin 2024**

Le troisième jour du Forum mondial a été consacré à des ateliers pratiques qui ont permis aux participants de discuter des approches à adopter pour relever les défis de l'EMAPE afin de soutenir un secteur amélioré, professionnel et sans mercure. Trois scénarios hypothétiques d'EMAPE ont été présentés aux participants, qui ont été invités à recommander des interventions pertinentes pour aider les communautés

hypothétiques. Bien que les spécificités des scénarios diffèrent, des thèmes communs ont émergé sur la formalisation, le financement et la technologie en tant qu'approches clés pour soutenir la transition vers le mercure. Ces recommandations soulignent la nécessité d'une collaboration entre les parties prenantes pour relever les défis et soutenir la transition vers un secteur sans mercure.

## Contexte

Le programme planetGOLD<sup>1</sup> soutient les engagements pris par les pays dans le cadre de la Convention de Minamata sur le mercure en s'efforçant d'éliminer l'utilisation du mercure par les mineurs artisanaux et à petite échelle. Financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le programme est dirigé par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et mis en œuvre en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et Conservation International (CI).

Le programme est actuellement actif dans 24 pays : Bolivie, Burkina Faso, Costa Rica, Colombie, Côte d'Ivoire, Équateur, Ghana, Guinée, Honduras, Kenya, Madagascar, Mali, Mongolie, Nicaragua, Nigeria, Paraguay, Pérou, Philippines, République du Congo, Sierra Leone, Suriname, Ouganda, Zambie et Zimbabwe. Deux projets de la première phase, en Indonésie et en Guyane, ont été achevés. Le programme vise à réduire, et si possible à éliminer, l'utilisation du mercure dans l'exploitation artisanale et à petite échelle de l'or en [comblant le déficit financier](#), en soutenant la [formalisation](#), en transférant des [technologies sans mercure](#) et en facilitant l'accès aux marchés formels. Toutes les interventions du programme s'appuient sur une [sensibilisation](#) active.

Le Forum Mondial planetGOLD 2024 sur l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or (EMAPE), l'événement phare d'échange de connaissances du programme, a eu lieu du 3 au 5 juin 2024. Organisé par le programme planetGOLD, cet événement visait à réunir un ensemble diversifié de parties prenantes, y compris des représentants des mineurs, des fonctionnaires gouvernementaux, des agences internationales, des experts politiques et techniques, et des membres du secteur privé. Les principaux objectifs étaient d'informer, d'éduquer et d'échanger les meilleures pratiques pour améliorer et professionnaliser le secteur des EMAPE.

Le Forum Mondial sur l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or est l'événement phare du programme pour l'échange de connaissances entre les participants au programme et la communauté mondiale de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or. Le Forum Mondial 2024 s'est tenu en personne pendant trois jours, dans la municipalité de Batangas aux Philippines. Environ 190 participants de plus de 35 pays étaient présents, y compris un large éventail de parties prenantes engagées dans l'amélioration de l'EMAPE : mineurs, gouvernements, agences internationales, ONG, experts et secteur privé.

Ce rapport fournit un résumé des discussions pour chacune des [sessions du Forum mondial](#). Les lecteurs intéressés par des informations plus approfondies sont invités à visiter la page de l'événement sur le site web de planetGOLD : [2024 Global Forum on Artisanal and Small-Scale Gold Mining \(Forum mondial 2024 sur l'exploitation minière artisanale et à petite échelle\)](#). La page de l'événement comprend des liens vers les

---

<sup>1</sup> Le titre officiel du programme est : *Opportunités globales pour le développement à long terme (GOLD) dans le secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or (EMAPE)*.

enregistrements de toutes les sessions plénières et parallèles, les [documents de présentation](#) (en PDF) et les biographies des intervenants.

## Premier jour : lundi 3 juin 2024

### Mot de bienvenue et remarques préliminaires

**Modérateur** : Ludovic Bernaudat, Senior Programme Management Officer, Chemicals and Health Branch, Programme des Nations unies pour l'environnement. **Intervenants** : Joselin Markus Fragada, sous-secrétaire aux opérations sur le terrain, Mindanao, ministère philippin de l'environnement et des ressources naturelles ; Monika Stankiewicz, secrétaire exécutive, Convention de Minamata sur le mercure ; Anil Sookdeo, coordinateur pour les produits chimiques et les déchets, Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Ludovic Bernaudat a ouvert la réunion en souhaitant la bienvenue aux participants et en présentant le "[lever de rideau](#)", une vidéo d'introduction à l'événement du Forum mondial. Cette vidéo met en lumière l'impact significatif du programme planetGOLD, qui vise à créer un secteur d'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or (EMAPE) sans mercure. En protégeant l'environnement et en assurant le bien-être des communautés vulnérables et des générations futures, planetGOLD cherche à transformer la chaîne d'approvisionnement en or, de la mine au marché, en encourageant des approches collaboratives pour un avenir plus sûr, plus responsable et plus durable. L'objectif principal est d'éliminer la pollution par le mercure et de faire une différence durable pour la planète et l'avenir.

Le modérateur a ensuite présenté les orateurs : Joselin Markus Fragada, sous-secrétaire aux opérations sur le terrain à Mindanao ; Monika Stankiewicz, secrétaire exécutive de la convention de Minamata sur le mercure ; et Anil Sookdeo, coordinateur pour les produits chimiques et les déchets au Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

M. Fragada a souhaité la bienvenue aux participants au Forum Mondial 2024, soulignant l'objectif commun de travailler sur des solutions pour le secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or (EMAPE), dans le but d'améliorer les conditions de vie et d'évoluer vers un avenir sans mercure. Aux Philippines, les populations indigènes sont impliquées dans l'EMAPE, ce qui permet non seulement de réduire la pauvreté mais aussi de renforcer les communautés rurales. Bien que l'accent ait été mis récemment sur l'exploitation minière à grande échelle (LSM), l'EMAPE reste importante dans certaines régions, et des efforts sont déployés pour promouvoir la coexistence avec les opérations LSM. La protection de l'environnement dans les activités d'EMAPE est également cruciale. Depuis 2019, les Philippines travaillent activement sur tous les piliers du programme planetGOLD avec un soutien important du Bureau des mines et des géosciences du ministère philippin de l'Environnement et des Ressources naturelles. Le travail se poursuit et les jours à venir seront consacrés au partage d'expériences et à la résolution de défis communs, le

programme planetGOLD servant de catalyseur pour une action mondiale et un changement durable.

Monika Stankiewicz a souligné que le Forum Mondial intervient à un moment charnière, puisque la Convention célèbre son 7<sup>e</sup> anniversaire. Elle a souligné l'importance d'examiner les réalisations au titre de l'article 7 de la Convention, qui traite de l'EMAPE, et de relever les défis futurs avec des solutions locales. Le programme planetGOLD soutient les pays dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans d'action nationaux (PAN) sur les EMAPE dans le cadre de la convention. La convention compte aujourd'hui 148 parties et le financement de la mise en œuvre est assuré par le programme international spécifique (SIP) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Le FEM a considérablement augmenté son financement pour le mercure, avec près de 270 millions de dollars alloués au cours du huitième cycle de reconstitution des ressources (appelé FEM8) pour soutenir la mise en œuvre de la convention de Minamata. Grâce au FEM, il y a eu 51 notifications sur les EMAPE, 48 PAN financés et 36 soumis. Parmi les décisions récentes de la conférence des parties (COP) de Minamata figurent la reconnaissance des effets des EMAPE sur les populations autochtones et l'adoption d'un plan d'action global en faveur de l'égalité des sexes dans le cadre de la convention. Un soutien financier sera désormais disponible pour l'examen et l'établissement de rapports sur les progrès réalisés dans le cadre des PAN, qui doivent être établis tous les trois ans. Il est également essentiel d'intégrer les efforts en matière de biodiversité, en particulier avec le nouveau Fonds mondial pour la biodiversité.

Anil Sookdeo a exprimé sa gratitude pour le forum et a souligné son importance en tant que premier événement en personne après la pandémie de COVID19, et en tant qu'événement réunissant divers participants tels que des mineurs, des représentants du secteur privé, des experts et des agences de mise en œuvre de projets. Avant planetGOLD, les activités manquaient d'une stratégie cohérente ; aujourd'hui, il existe une voie claire pour s'éloigner du mercure, qui se concentre sur quatre piliers de programme et des partenariats. Actuellement actif dans 24 pays, le Costa Rica étant le dernier venu, le programme a aidé 17 000 mineurs dans leurs efforts de formalisation, réduit plus de 30 tonnes de mercure et obtenu plus d'un million de dollars de financement privé. Près d'une tonne d'or sans mercure a été produite. Anil a encouragé les participants à partager leurs histoires et leurs leçons, qu'il s'agisse de réussites ou d'échecs, afin de renforcer la communauté et de favoriser de nouveaux progrès.

Enfin, Ludovic Bernaudat a donné un aperçu du programme, dont le développement a commencé en 2016 et qui a officiellement démarré en 2018, sous la direction du PNUE avec le soutien de quatre agences de mise en œuvre. Le programme soutient les pays dans le cadre de la Convention de Minamata sur le mercure, en utilisant le financement du FEM. Actuellement à un point d'inflexion, le programme a achevé des projets dans deux pays et est en train de conclure dans les six pays initiaux restants, tout en commençant des efforts dans de nombreux nouveaux pays. Les principaux objectifs sont la réduction de l'utilisation du mercure, l'intégration du secteur des EMAPE dans l'économie formelle, l'élimination des obstacles au financement formel, l'introduction de

technologies d'extraction de l'or sans mercure et la promotion de l'égalité et des opportunités entre les hommes et les femmes. Le programme vise à inclure des partenaires clés externes pour conduire un changement global, les membres du groupe consultatif du programme (PAG) apportant des perspectives externes précieuses. Le dernier rapport annuel fait état d'une réduction de 30 tonnes de mercure et d'une aide apportée à 17 000 mineurs. Les projets en cours devraient permettre d'augmenter ces chiffres.

Dans la perspective des événements du Forum mondial, l'importance des forums en face à face pour des échanges actifs a été soulignée. L'ordre du jour des trois prochains jours a ensuite été présenté. L'ordre du jour a été conçu pour promouvoir l'échange et comprend des opportunités pour les participants d'examiner différents scénarios EMAPE, en appliquant les leçons apprises et en suggérant des interventions.

## Discussion des Mineurs sur la finance et les chaînes d'approvisionnement formelles

**Modérateur :** *Blessing Hungwe, coordinateur régional de l'échange de connaissances pour l'Afrique anglophone, programme d'échange Delve sur les EMAPE.*

**Participants :** *Wellington Takavarasha, PDG, Fédération des mineurs du Zimbabwe ; Sandoli Dabire, Président, Coopérative des mineurs ; Dan Omondi Odida, Mineur artisanal, Comté de Migori, Kenya ; Edward Ssenfuma, Directeur exécutif, Association minière Kitumbi Kayonza, Ouganda*

Au cours de ce "fireside chat", des mineurs de plusieurs pays participant au projet planetGOLD ont donné leur avis sur l'accès au financement et aux chaînes formelles d'approvisionnement en or dans leurs pays respectifs. La session était organisée sous forme de questions-réponses.

*Q : Où les mineurs obtiennent-ils généralement des fonds pour leurs investissements en capital et pour financer leurs activités quotidiennes ? Quels sont les accords commerciaux ?*

Zimbabwe : Wellington Takavarasha a indiqué qu'au Zimbabwe, 84% des exploitations d'EMAPE sont considérées comme illégales et ne bénéficient pas des programmes gouvernementaux. La plupart des financements proviennent de sponsors privés qui deviennent les principaux actionnaires. Les programmes gouvernementaux ciblent principalement les mineurs de classe "A" et "B" avec des opérations structurées. Les acheteurs d'or investissent également dans les exploitations minières pour améliorer la production.

Burkina Faso : Sandoli Dabire a noté que les mineurs sont financés directement par les acheteurs connus sous le nom de comptoirs et par les dirigeants des groupes miniers.

Kenya : Dan Omondi Odida explique que les mineurs dépendent d'intermédiaires, de courtiers ou de leurs propres économies et revenus de production pour se financer. Il a insisté sur la nécessité de disposer de sources de revenus durables.

Ouganda : Edward Ssenfuma a expliqué que les mineurs ont été récemment formalisés mais qu'ils manquent encore de financement institutionnel. Le financement provient principalement d'acheteurs d'or plus ou moins importants.

*Q : Existe-t-il d'autres entreprises ou groupes dans le secteur de l'EMAPE/la chaîne d'approvisionnement avec lesquels vous travaillez et qui fournissent des financements?*

Ouganda : Edward a indiqué qu'il existe certains groupes de prestataires de services, mais généralement pas pour le financement. Ils ont des fournisseurs qui fournissent des équipements tels que des marteaux ou de l'électricité, mais ils exigent généralement un pourcentage des bénéfices du mineur en retour. Cela réduit les bénéfices du mineur chaque fois qu'une aide financière est demandée.

Zimbabwe : Wellington a mis l'accent sur les initiatives d'organisations telles que Impact et ZELA ciblant les femmes et les jeunes, ainsi que sur les programmes gouvernementaux dont la portée est limitée.

Burkina Faso : Sandoli a mentionné que l'accès aux fonds a été facilité par des partenariats tels que planetGOLD avec CORIS Bank, bien que le financement formel reste difficile.

*Q : Les instruments financiers existants sont-ils proposés par des banques ou d'autres institutions financières formelles ?*

Kenya : Dan a déclaré qu'il n'existe pas d'institutions ou d'installations formelles fournissant spécifiquement des fonds aux mineurs. Le secteur était illégal au Kenya jusqu'en 2016, ce qui rend difficile pour les institutions financières de développer des instruments financiers adaptés à l'EMAPE. Les mineurs accèdent actuellement à des fonds auprès de négociants ou d'intermédiaires qui agissent en tant que partenaires de production, partageant à la fois les pertes et les gains.

Zimbabwe : Wellington a mentionné des efforts pour éduquer les institutions sur les besoins financiers de l'EMAPE, mais les mineurs ne bénéficient toujours pas des programmes existants.

Ouganda : Edward a expliqué que l'EMAPE n'a été officialisée que récemment en Ouganda, en 2022, et que les réglementations et législations spécifiques sont encore en cours de finalisation. Par conséquent, les licences n'ont pas encore été délivrées. En ce qui concerne le financement, il n'existe pas encore de financement formel car aucune institution n'a officiellement fourni de fonds au secteur. Comme au Kenya, les mineurs sont encore financés par des intermédiaires. Le financement formel

commencera probablement lorsque le gouvernement interviendra et mettra en œuvre la réglementation.

*Q : S'il existe de tels instruments, est-il facile d'y accéder ou de les utiliser ? Quels sont les obstacles ?*

Burkina Faso : M. Sandoli a souligné la nécessité d'améliorer les mécanismes et l'assistance technique pour aider les mineurs à accéder aux fonds, car les processus actuels sont complexes.

Kenya : Dan a identifié les obstacles suivants : un manque de données d'exploration et de politiques financières adaptées à l'EMAPE, ainsi que la perception de l'EMAPE comme étant risquée.

Ouganda : Edward a noté l'absence de produits conçus pour les mineurs, malgré les efforts de planetGOLD pour sensibiliser à la formalisation et à la finance.

*Q : Le genre a-t-il une incidence sur l'accès au financement ?*

Zimbabwe : Wellington a mis en évidence la marginalisation persistante des femmes dans le secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or (EMAPE) au Zimbabwe. Des barrières culturelles, telles que la croyance que la présence des femmes entraîne la disparition de l'or, empêchent leur participation directe aux activités minières. Néanmoins, leur représentation augmente progressivement, comme en témoignent des initiatives telles que l'Association des femmes dans l'industrie minière. Sur le plan financier, les programmes de développement ciblent les femmes mineurs, en leur allouant 30 % des ressources. Pour remédier à la disparité entre les sexes, il est essentiel que le gouvernement et les autres parties prenantes reconnaissent le rôle essentiel des femmes dans la chaîne d'approvisionnement en or.

Ouganda : Edward a souligné que bien que les femmes soient présentes dans le secteur, elles sont souvent exclues des opérations minières. Au lieu de cela, nombre d'entre elles occupent des fonctions auxiliaires telles que l'achat d'or, où elles gèrent les bénéfices et vendent à des acheteurs plus importants. En outre, les femmes sont généralement exposées au mercure lors des processus de raffinage de l'or. Bien qu'elles ne soient pas très impliquées dans l'extraction, elles contribuent de manière significative à l'orpaillage, au traitement et au commerce de l'or.

*Q : Que conseillerez-vous aux représentants des institutions financières ?*

Burkina Faso : Sandoli a recommandé de créer des dispositions financières flexibles et de formaliser les coopératives pour soutenir l'EMAPE. Il est également impératif de formaliser les coopératives et d'encourager les efforts de collaboration avec une plus grande flexibilité en termes de conditions et d'exigences.

Zimbabwe : Wellington a suggéré de concevoir des politiques visant à accroître l'inclusion financière et à soutenir l'accès au marché formel. En outre, il est essentiel de soutenir les gouvernements dans leur rôle de facilitateurs des processus de formalisation.

Kenya : Dan a noté la résilience de longue date du secteur EMAPE sans implication significative des institutions financières. Il a conseillé à ces institutions de s'immerger dans l'industrie, en apprenant de ses stratégies de survie réussies. Cette compréhension pourrait informer le développement de politiques adaptées, y compris l'examen de systèmes de garantie de prêt pour atténuer les risques associés. Le succès des courtiers dans leur rôle de financiers dépend de leur compréhension du système et de leur capacité à discerner les besoins du secteur.

Ouganda : Edward a souligné la nécessité pour les institutions financières de s'engager directement auprès des mineurs tout en élaborant des produits adaptés à leurs besoins, et pour les autorités de créer des environnements propices à l'EMAPE. L'harmonisation des aspects liés au financement et au marché est essentielle dans l'intérêt des mineurs.

Conclusion :

Blessing Hungwe a conclu que l'accès au financement dans le secteur de l'EMAPE présentait des lacunes importantes. Les institutions financières doivent s'engager avec les parties prenantes de l'EMAPE et développer des solutions sur mesure pour rendre le financement plus accessible aux mineurs.

À l'issue de la session des mineurs, une série de sessions techniques ont été organisées sur la question de l'accès au financement de l'EMAPE.

## Session plénière : Laboratoire de solutions : Modèles de financement dans les pays planetGOLD

**Facilitateurs** : Marcin Piersiak, Directeur exécutif, Alliance for Responsible Mining Europe (ARM) ; et Candice Jwma, Business Innovation and Fundraising Officer, The Impact Facility (TIF). **Intervenants** : Pablo Grijalva, directeur adjoint des opérations, Banque centrale de l'Équateur, Saidou Kabré, directeur de projet national pour planetGOLD Burkina Faso, Juan Fernando Céspedes, directeur des réseaux et des circuits économiques, Coopérative financière d'Antioquia (CFA), Colombie, Elena Diaz Katigbak, spécialiste nationale du genre de planetGOLD Philippines, Dulguun Mijiddorj, spécialiste de l'investissement de planetGOLD Mongolie.

Ludovic Bernaudat a ouvert la session en soulignant l'importance des solutions financières et la nécessité de divers modèles. Il a ensuite présenté brièvement chacun des animateurs de la session : Candice Jwma, ingénieur des mines et du traitement des minerais à The Impact Facility (TIF), qui travaille sur l'engagement des entreprises et les partenariats de financement mixte, et Marcin Piersiak, directeur exécutif de l'Alliance for Responsible Mining Europe (ARM), qui travaille sur la mise en œuvre de normes de durabilité et de chaînes d'approvisionnement en minerais responsables.

Marcin a partagé l'histoire d'un mineur soulignant le défi que représente l'accès au financement, y compris la confrontation à des taux d'intérêt élevés. Candice a décrit l'exploration par le programme planetGOLD de différents modèles financiers pour l'EMAPE, y compris des partenariats avec des institutions formelles et des institutions d'épargne et de prêt appartenant à des mineurs, qui ont ensuite été mis en évidence au cours de la session.

La première partie de la session s'est concentrée sur les expériences des institutions financières formelles en matière d'accès au financement pour l'EMAPE. La session a commencé par une présentation de Pablo Grijalva, directeur adjoint des opérations, Banque Centrale de l'Équateur (CBE). Il a décrit la CBE et son rôle dans le financement de l'EMAPE : la fonction principale de la CBE est d'acheter de l'or à l'EMAPE directement ou indirectement par l'intermédiaire de négociants en or, exclusivement auprès de mineurs légaux adhérant à des procédures d'extraction respectueuses de la diligence raisonnable et de l'environnement. L'objectif de la CBE est d'accroître la formalisation par le biais d'exigences de diligence raisonnable et de fournir un accès au financement. La CBE développe son infrastructure d'achat d'or depuis 2016, avec des bureaux à Quito (2016) et Machala (2018), et prévoit d'ouvrir des bureaux à Zamora (2025).

La CBE a participé à l'élaboration d'un mécanisme de financement de l'EMAPE qui implique également la banque nationale de développement de l'Équateur (BanEcuador), le ministère de l'Environnement et le ministère des Mines et de l'Énergie. Un accord interinstitutionnel entre ces acteurs permet aux petits exploitants miniers autorisés qui vendent de l'or à la CBE (appelés agents économiques certifiés) d'avoir accès à des prêts assortis de bonnes conditions financières par l'intermédiaire de BanEcuador. Le ministère de l'environnement et le ministère des mines et de l'énergie fournissent des informations sur la conformité de ces entités minières, ce qui permet aux banques de faire preuve de diligence raisonnable. Jusqu'à présent, deux agents certifiés ont accédé au crédit, pour un montant total de 170 000 USD, et 21 agents économiques préqualifiés sont en cours de sélection.

Saidou Kabré, chef de projet national pour planetGOLD Burkina Faso, a ensuite décrit une expérience de développement d'un fonds pour l'EMAPE avec Coris Bank, au Burkina Faso. L'objectif du fonds est de fournir des ressources financières accessibles aux exploitations d'EMAPE pour l'achat d'équipements, d'outils ou d'autres besoins de base, promouvant ainsi des opérations respectueuses de l'environnement, socialement responsables et efficaces. Le fonds utilise un modèle de fonds renouvelable géré par Coris Bank International, qui bénéficie d'une subvention de 50 000 USD de l'équipe de planetGOLD Burkina Faso utilisée comme mécanisme de garantie de prêt. Ce mécanisme offre un taux d'intérêt compétitif de 8 %. Le fonds de garantie de 50 000 USD est maintenu sur un compte rémunéré à 4,15 % pendant la durée du projet pilote ; les décaissements du fonds de garantie, s'ils sont nécessaires, auront lieu à la fin de la période du projet pilote. Le fonds comprend un comité de gestion, qui inclut les mineurs, le gouvernement et le point focal de la banque. L'équipe de planetGOLD aide à l'élaboration des plans d'affaires, à l'examen des demandes et au suivi des

remboursements. Jusqu'à présent, sept coopératives ont posé leur candidature et trois ont reçu un financement.

Juan Fernando Céspedes, directeur des réseaux et des circuits économiques de la Coopérative financière d'Antioquia (CFA), en Colombie, a expliqué leurs efforts pour développer un nouveau mécanisme financier destiné à l'EMAPE. Le mécanisme utilise un instrument existant mais peu connu, dont ils ont pris connaissance grâce à l'éducation de planetGOLD Colombia. Avant de développer le mécanisme, CFA a pris un an pour comprendre l'écosystème de l'EMAPE, puis a lancé le mécanisme avec de petits crédits. Le mécanisme est partiellement financé par des capitaux provenant d'une ligne de crédit mise à disposition par le gouvernement ; celle-ci est soutenue par un fonds de garantie de prêt financé par planetGOLD Colombia. A ce jour, 49 crédits d'une valeur de 307 229 USD ont été accordés. Dans le cadre d'une initiative secondaire, ils ont facilité la mise en place d'un réseau pour les femmes mineurs, visant à les soutenir par le biais de groupes d'épargne. Il s'agissait d'offrir une formation financière pour permettre aux femmes de surmonter les barrières sociales et de s'engager dans des activités économiques complémentaires.

Tous les panélistes ont ensuite eu une brève discussion pour clarifier certains aspects de ces instruments innovants.

- La CBE a précisé qu'elle n'accordait pas directement de prêts mais qu'elle collaborait avec BanEcuador pour le financement, la Banque centrale procédant à une vérification préalable et fournissant des garanties de vérification préalable. Le mécanisme implique que les mineurs ouvrent des comptes bancaires auprès de BanEcuador pour effectuer des paiements échelonnés, les paiements non effectués entraînant des déductions sur leurs comptes. Cette approche est considérée comme pionnière et pourrait susciter des discussions avec d'autres banques.
- Saidou Kabre a révélé que l'engagement avec Coris Bank a commencé en 2021, avec la signature d'un protocole d'accord en janvier. Au départ, deux banques avaient été envisagées, mais l'une d'entre elles s'est retirée. La présence de Coris dans plusieurs pays où planetGOLD opère en a fait un choix viable.
- Une question sur la traçabilité a incité CFA à souligner l'assistance de planetGOLD dans l'évaluation des mineurs et la compréhension de l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement. Ils ont insisté sur la nécessité d'avantages complémentaires pour renforcer l'attrait du mécanisme et mieux aider les mineurs.

La deuxième partie de la session a mis en lumière les mécanismes de financement alternatifs, en particulier le préfinancement et l'épargne et le crédit communautaire. Cette partie a commencé avec Elena Diaz Katigbak, spécialiste nationale du genre de planetGOLD Philippines, qui a décrit les efforts déployés pour travailler avec la Banque centrale des Philippines afin de faciliter le financement. Le principal mécanisme est un accord avec le fournisseur (c'est-à-dire avant l'achat), une nouvelle solution visant à faciliter l'accès des mineurs au financement (cette solution est en cours de

développement et n'est pas encore opérationnelle). L'objectif du document d'accord fournisseur est de renforcer et de documenter la relation entre la Banque centrale et les organisations partenaires fournisseurs. Le document est destiné à être utilisé par les associations de mineurs dans le cadre des demandes de prêt, en tant que preuve de revenu. Les mineurs ont jugé préférable de conclure un accord avec un fournisseur, en raison de la complexité de devenir un acheteur d'or pour la Banque centrale par les voies conventionnelles. Il est important de noter que pour se qualifier, les mineurs doivent répondre aux critères de planetGOLD, ce qui améliore le processus de diligence raisonnable pour la Banque centrale. Les enseignements tirés sont les suivants :

- L'importance d'aligner les réalités de la communauté sur les exigences de formalisation, en donnant la priorité aux discussions sur la formalisation avant d'aborder les mécanismes de financement.
- Le processus d'accord avec les fournisseurs favorise une relation de développement plus profonde entre la Banque centrale et les mineurs à petite échelle, où la Banque centrale peut reconnaître les mineurs non seulement comme des clients mais aussi comme des communautés marginalisées qui ont besoin de développement.

Les présentations se sont terminées avec Dulguun Mijiddorj, spécialiste des investissements de planetGOLD Mongolia, qui a parlé de la création d'une coopérative d'épargne et de crédit (SCC) avec une coopérative d'EMAPE. Cette approche a été adoptée en raison de l'absence de fonds propres ou d'autres financements, ce qui est entravé par la réglementation. La mise en place de la coopérative d'épargne et de crédit a impliqué un contrat avec les propriétaires de systèmes de traitement sans mercure (MFPS). Ces derniers ont initialement accepté de rembourser le projet planetGOLD pour l'équipement fourni, mais ils ont plutôt accepté de fournir les fonds à la SCC pour qu'elle les utilise comme capital d'amorçage. Les mineurs ont besoin d'une autorisation légale pour opérer en tant que coopérative d'épargne et de crédit, et les procédures d'autorisation et de traitement sont donc en cours. Enfin, dans le cadre plus large de la promotion de l'inclusion financière, planetGOLD Mongolia a pris l'initiative d'introduire l'EMAPE auprès des banques, auparavant considérées uniquement comme un secteur illégal.

## Q&R

*Q : En Mongolie, les banques sont-elles désormais plus ouvertes à l'EMAPE ?*

L'engagement auprès des banques a permis une prise de conscience accrue ; les banques effectuent désormais leurs propres évaluations du potentiel du secteur.

*Q : Aux Philippines, y a-t-il eu un effort de formation des partenaires officiels ?*

La participation de la Banque centrale aux formations aurait été bénéfique, car elle aurait favorisé les discussions tripartites.

*Q : En Mongolie, les mineurs ont-ils utilisé des modèles et des brochures créés par planetGOLD ?*

Oui, les mineurs ont adopté l'utilisation de modèles et de brochures commerciales, se considérant comme de petites entreprises. Ils adhèrent désormais aux critères de planetGOLD. L'introduction d'un outil de plan d'investissement social a reçu des réactions positives de la part des mineurs, ce qui facilite la collaboration avec les investisseurs.

*Q : Philippines, d'autres banques sont-elles intéressées par l'intervention de la Banque centrale ?*

Les partenaires de la microfinance ont manifesté leur intérêt, en s'appuyant sur l'accord avec le fournisseur pour assurer la viabilité sans garantie traditionnelle. Des partenaires financiers flexibles sont nécessaires pour permettre aux mineurs d'établir un historique de crédit et de devenir plus attractifs pour les autres.

*Q : Un gouvernement a-t-il encouragé l'utilisation de données pour aider les mineurs à exploiter des gisements viables ?*

Oui, le Kenya mène des initiatives de cartographie. Traditionnellement, les mineurs kenyans se tournent vers les anciens gisements coloniaux ou les concessions industrielles actuelles. Les gouvernements jouent un rôle crucial dans la cartographie des gisements.

*Q : Comment les risques sont-ils partagés ?*

Colombie : Le partage des risques est difficile en raison du manque d'antécédents des mineurs, d'où la nécessité d'un fonds de garantie. Cependant, il n'a pas encore été nécessaire d'utiliser la garantie car les mineurs ont remboursé leurs prêts.

Burkina Faso : Le risque est partagé entre la banque, le mineur et le fonds.

Dans son résumé, Marcin a souligné l'importance de l'éducation et du partage des risques pour le succès de tout mécanisme financier. Il a souligné la nécessité d'une diligence raisonnable, de garanties et de produits adaptés aux besoins spécifiques des mineurs. Il a insisté sur l'importance d'offrir des produits qui s'adressent à la fois aux mineurs et aux femmes, reconnaissant ainsi la diversité démographique du secteur des EMAPE. Il a souligné le rôle crucial de la tenue de registres et de la formalisation comme conditions préalables à l'accès au financement, notant les avantages que la formalisation apporte aux mineurs. Enfin, Marcin a insisté sur la nécessité d'une amélioration continue pour un progrès durable dans le secteur.

Le Forum s'est poursuivi sur le thème de la finance et des moyens de subsistance, avec deux sessions parallèles, la première examinant les perspectives des institutions financières elles-mêmes, et la seconde sur les moyens de subsistance des femmes et l'accès au financement.

## **Session parallèle A : Capitalisation de l'EMAPE - Perspectives des financiers**

**Modérateur :** Roger Tissot, directeur exécutif, Conseil de l'or artisanal (AGC)

**Participants :** *David McEvoy, Trust Merchant Bank (TMB) ; David Sturmes, The Impact Facility ; Juan Fernando Cespedes, CFA Colombia ; Erizelle Linaban, CB Philippines ; et Paulo Velasquez, BanEcuador.*

Cette table ronde s'est penchée sur les obstacles persistants et les complexités qui entourent le financement de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or (EMAPE). La session a débuté par une présentation de David McEvoy sur la Trust Merchant Bank et son approche de l'analyse des risques, étant donné que la perception des risques est un obstacle majeur au financement de l'EMAPE. Fondée il y a une vingtaine d'années avec pour mission de rendre les services bancaires financiers accessibles à tous, la banque a réalisé il y a quatre ans qu'une approche spécialisée pour le secteur minier était nécessaire. Au cours de l'année écoulée, elle s'est engagée avec succès auprès de 60 entités et vise à atteindre 250 000 entités au cours des trois prochaines années. La nouvelle stratégie d'analyse des risques de la Trust Merchant Bank pour l'EMAPE met l'accent sur des méthodes normalisées d'évaluation des risques pour l'EMAPE, qui peuvent être communément utilisées par toutes les entités bancaires de la chaîne financière, ce qui permettra des transactions financières cohérentes et opportunes avec l'EMAPE.

En outre, David Sturmes a parlé de l'Impact Facility, une entreprise sociale et une organisation caritative enregistrée qui gère un fonds d'investissement. La Facilité d'impact utilise le financement mixte pour favoriser l'inclusion financière dans le secteur de l'EMAPE en Afrique de l'Est. Reconnaissant que de nombreuses banques en Afrique du Sud sont réticentes à investir dans le secteur minier, la Facilité d'impact fournit un historique financier et atténue les risques de l'engagement. L'accent est mis sur la fourniture de solutions de financement adaptables pour les mineurs sans garantie traditionnelle, y compris un programme de location avec option d'achat qui offre des conditions de paiement flexibles et une assistance technique.

Le programme de location-achat se distingue par le fait qu'il offre aux mineurs le soutien d'ingénieurs miniers qui évaluent les entreprises, recommandent des équipements adaptés et proposent un délai de grâce avant le début des paiements. Ce programme est conçu pour favoriser les partenariats à long terme, améliorer les normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) et offrir des conditions de remboursement souples. En traitant les petits exploitants miniers artisanaux comme des petites entreprises, la facilité d'impact vise à les aider à faire la transition vers les services financiers formels.

Les efforts de renforcement des capacités de la Facilité d'impact portent sur l'amélioration de la production, la planification des activités et la gestion du budget. Ils évaluent la viabilité des opérations minières afin de comprendre leur crédibilité en tant qu'entités commerciales. Ils soulignent également l'importance de l'assistance technique et des conseils pour déterminer les investissements appropriés, en veillant à ce que les mineurs choisissent des équipements de haute qualité pour maximiser les retours sur investissement et l'efficacité opérationnelle.

Après ces brèves présentations, une série de courts clips vidéo de trois financiers du monde entier a été diffusée : [Yro Cortez](#), directeur général de Pontevedra Investment Group au Pérou ; [Azbileg Davaatseren](#), directeur exécutif de la Mongolia National Precious Metal Association ; et [Cliff Cabungcal](#), directeur financier de PJ Lhuillier, Inc aux Philippines. Les panélistes ont apporté leurs réponses aux points soulevés dans les vidéos.

#### Juan Fernando Céspedes, CFA Colombie

Tout au long de ce programme, les réalisations observées et les défis persistants mettent en évidence les efforts en cours pour faciliter l'inclusion financière dans l'exploitation minière à petite échelle et de subsistance. Le premier aspect essentiel à prendre en compte lors de l'intégration du secteur financier dans l'EMAPE est la gouvernance. Il est essentiel que les institutions financières comprennent et soient prêtes à s'engager en faveur de l'inclusion financière de ce secteur précieux dans leur pays. Sans le soutien et la volonté de ces institutions financières de premier plan, il est difficile de surmonter les obstacles à l'inclusion financière du secteur, quels que soient les outils techniques fournis.

Il est primordial de comprendre le client du secteur minier. En tant que coopérative financière colombienne, qui compte environ 75 000 membres et 50 bureaux, réglementée par la superintendance financière colombienne, sa mission va au-delà de l'offre de produits financiers. L'objectif est d'améliorer les conditions de vie grâce aux activités productives qu'elles soutiennent. Avec des bureaux situés dans des régions qui font tourner l'économie grâce à l'or, elle s'est engagée dans le secteur de l'or et sa chaîne de valeur depuis plus de 20 ans. Cette connaissance approfondie de l'écosystème, de l'extraction à la commercialisation, leur a permis de faire partie du processus et de relever les défis auxquels les mineurs sont confrontés en matière d'accès au système financier. L'impossibilité pour les mineurs d'accéder aux services financiers en raison de l'informalité crée un cercle vicieux. La compréhension de cet écosystème donne aux mineurs une raison de se formaliser, car ils ont maintenant la possibilité d'ouvrir des comptes et d'accéder au système financier.

Il est essentiel d'aligner la diligence raisonnable et les politiques d'engagement et d'octroi de crédit. Le secteur de l'EMAPE présente des risques élevés dans un pays comme la Colombie, où les conflits armés s'entrecroisent avec les activités minières. Une diligence raisonnable appropriée est essentielle pour garantir la durabilité de l'inclusion financière des petits exploitants miniers. Les institutions financières doivent participer activement à l'ensemble du processus de traçabilité minière. Tirant les leçons de cette expérience, elles ne pouvaient pas se contenter d'attendre que les mineurs viennent leur demander des comptes ou des prêts. Au contraire, elles ont dû s'engager dans la formalisation, la commercialisation, l'assistance technique et la fourniture de comptes d'épargne et de crédits. Elles ont même aidé les mineurs de subsistance à accéder au soutien du gouvernement pour se formaliser. Cette implication globale est essentielle et l'impact social de l'inclusion financière ne doit pas être sous-estimé.

Une formation interne au sein des institutions financières est nécessaire pour briser le stigmate selon lequel l'EMAPE est un secteur difficile, risqué ou dangereux à inclure. Il est essentiel de considérer les mineurs à petite échelle et les mineurs de subsistance comme des contributeurs potentiels au développement régional. En outre, proposer et utiliser des instruments de garantie pour atténuer les risques par le biais d'investissements et de garanties complémentaires peut faciliter l'inclusion financière.

Pour éviter les pièges les plus courants, les institutions financières ne doivent pas se concentrer uniquement sur la fourniture d'un seul produit financier, tel que l'ouverture d'un compte ou l'octroi d'un prêt. Au contraire, elles doivent s'intégrer pleinement dans le processus de traçabilité minière. Cela implique la mise en œuvre d'outils technologiques, le renforcement des domaines de la conformité et de la diligence raisonnable, et l'amélioration des compétences et des capacités de l'équipe commerciale qui interagit avec les mineurs dans leurs régions.

#### Erizelle Linaban, CB Philippines

Le représentant de la Banque centrale des Philippines a parlé de son approche de la gestion du secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or (EMAPE). La banque, qui occupe une position stratégique en tant qu'acheteur et raffineur, veille à ce que l'or qui lui est vendu réponde aux exigences légales et responsables en matière d'approvisionnement. Elle met l'accent sur l'approvisionnement responsable, adhère aux lignes directrices de l'Association et met en œuvre un cadre en cinq étapes pour une chaîne d'approvisionnement responsable. Le rôle de la banque centrale s'étend à l'affinage de l'or sous des formes internationalement acceptées, connues sous le nom de "bonne livraison". Elle est la seule banque centrale à fonctionner comme raffineur, ce qui renforce sa position sur le marché. Dans le cadre de discussions avec les parties prenantes, elle répond aux préoccupations et explique les exigences réglementaires, tout en étudiant en permanence les emplacements stratégiques de ses stations afin de mieux servir les communautés minières. En outre, les Philippines ont promulgué la loi 11256, qui exonère les petits exploitants miniers de taxes, ce qui a augmenté les ventes d'or de l'EMAPE à la banque centrale. La banque élabore également un modèle de documents complémentaires et encourage l'utilisation de cautions des autorités locales comme garanties pour les associations de l'EMAPE. Cette approche globale vise à soutenir et à réglementer efficacement le secteur de l'EMAPE, en promouvant un commerce de l'or légal et responsable aux Philippines.

#### Paulo Velasquez, BanEcuador

Paulo a donné un aperçu des efforts et des défis de l'institution en matière de soutien financier au secteur minier en Équateur. Avec plus d'une décennie d'expérience dans le pays, BanEcuador, une banque de développement, joue un rôle crucial dans l'intermédiation financière. La banque gère et alloue des ressources sans faire peser de charges sur l'État, jouant ainsi le rôle d'une aide financière. BanEcuador a accordé environ 4 700 millions de dollars de prêts aux petits producteurs d'Équateur et d'Amérique latine, en se concentrant sur les piliers économique, social et environnemental. Sur le plan économique, elle est spécialisée dans les microcrédits et le financement des petites et moyennes industries, y compris l'exploitation minière. Sur

le plan social, elle soutient des projets qui améliorent les conditions de vie, et sur le plan environnemental, elle explore des projets innovants tels que l'élevage intelligent du point de vue climatique et la production durable sans déforestation. La banque développe actuellement un produit spécifique pour le secteur minier. L'objectif principal de BanEcuador, aux côtés d'autres institutions publiques, est de régulariser les petites et moyennes exploitations minières artisanales en leur accordant les licences nécessaires. Une fois ces licences obtenues, BanEcuador fournit des prêts à des conditions favorables, y compris des périodes de grâce étendues. Cependant, des défis importants subsistent, notamment en ce qui concerne la formation des mineurs à l'atténuation des effets sur l'environnement et la fourniture de garanties adéquates. L'un des principaux obstacles est que les concessions de terrains miniers ne sont pas acceptées comme garanties par les banques en Équateur, ce qui oblige les mineurs à utiliser leurs biens personnels comme sûretés. La solution proposée consiste à réformer la loi pour que les concessions minières soient acceptées comme garanties pour les prêts, un processus complexe qui nécessite des changements législatifs.

La coopération internationale a joué un rôle crucial en fournissant des fonds de garantie, bien que ceux-ci ne soient pas suffisants pour répondre aux besoins du secteur. La BanEcuador propose des prêts allant de 100 000 à 300 000 dollars aux petits producteurs agricoles et miniers, ce qui représente un défi en raison du nombre limité de garanties disponibles. Pour accorder un prêt, BanEcuador demande à la Banque centrale des documents attestant de tous les permis et contrôles nécessaires à la commercialisation de l'or. Ce système réduit les risques en garantissant un marché équitable et contrôlé pour les ventes d'or. Les efforts de BanEcuador soulignent l'importance de la régularisation, de la formation et de l'adaptation des garanties pour faciliter l'accès au financement, démontrant un engagement pour un développement durable et équitable dans le secteur minier équatorien.

### Q&R

- La TMB a souligné la possibilité d'utiliser des données, telles que les chiffres de production, comme garantie, exprimant une préférence pour l'autonomie dans la gestion des risques.
- Des inquiétudes ont été exprimées quant au risque de détournement vers des activités criminelles.
- La TMB a discuté des plans visant à intégrer les mineurs artisanaux, notant sa présence au Kenya et son engagement à servir tous les clients, y compris les mineurs artisanaux (et pas seulement les petites exploitations), tout en soulignant la valeur des données détenues par les clients pour l'accès au financement.

La session s'est achevée sur un aperçu de l'engagement à long terme des financiers à soutenir l'EMAPE, en soulignant la nécessité d'efforts de collaboration et de réformes réglementaires pour faciliter l'accès au financement pour les mineurs artisanaux et à petite échelle.

## Session parallèle B: Les femmes s'élèvent - Solutions innovantes pour les femmes par les femmes afin d'augmenter les revenus dans les communautés minières artisanales

**Modérateur :** *Blessing Hungwe, coordinateur régional de l'échange de connaissances pour l'Afrique anglophone, programme d'échange Delve sur les EMAPE.*

**Participants :** *Maria Elena Katigbak, spécialiste nationale de l'investissement et du genre, planetGOLD Philippines ; Eve Sanou, ingénieur qualité, santé et sécurité, planetGOLD Burkina Faso ; Rose Nakawuma, expert financier, planetGOLD Ouganda ; Andrea Ravines, spécialiste de la microfinance, planetGOLD Pérou ; Diana Cabrera, spécialiste du genre, planetGOLD Equateur.*

Cette session a été structurée sous forme de questions-réponses.

*Q : Quelles sont les difficultés spécifiques rencontrées par les femmes travaillant dans les mines d'or artisanales pour accéder aux sites miniers et obtenir un prix équitable pour l'or ?*

**Philippines :** Lorsque les femmes cherchent du travail, certaines préfèrent l'exploitation minière à petite échelle en raison des taux de rémunération légèrement supérieurs à ceux de la pêche et de l'agriculture. Cependant, bien qu'elles soient présentes sur le site minier et que leurs activités soient importantes, elles sont invisibles. Leurs emplois sont sous-évalués, le secteur estimant que, parce qu'ils n'extraient pas spécifiquement l'or, leurs contributions n'ont pas de valeur. L'exploitation minière à petite échelle est une opération importante, mais l'extraction est inaccessible aux femmes. Jusqu'à planetGOLD et d'autres projets, il y avait très peu de soutien pour les femmes dans le secteur minier. Leur travail avec les communautés prouve que les femmes sont fortes et accomplies, elles ont juste besoin de plus de visibilité, de soutien et d'être valorisées.

**Ouganda :** Bien qu'elles aient accès aux sites miniers, les femmes n'ont généralement pas de droits fonciers formels ou de propriété. Cette vulnérabilité les expose à l'exploitation et au déplacement, ce qui compromet leur stabilité et leur sécurité à long terme dans le secteur minier. Les femmes ont un accès limité à la formation, aux connaissances techniques et aux informations sur le marché. Ce manque d'éducation les empêche de négocier des prix équitables pour leur or et d'améliorer leurs techniques minières, ce qui perpétue leur position désavantageuse par rapport aux hommes dans l'industrie. Les femmes se heurtent à des obstacles pour obtenir des crédits, des prêts et d'autres services financiers indispensables pour investir dans des activités minières, acheter l'équipement nécessaire ou étendre leurs activités. Cette exclusion financière limite encore davantage leurs opportunités économiques et leur potentiel de croissance.

*Q : Donnez des exemples de stratégies ou d'initiatives innovantes que les pays planetGOLD ont mises en œuvre pour surmonter les obstacles et augmenter les revenus tirés de l'EMAPE.*

Burkina Faso : Le projet planetGOLD a adopté une stratégie sensible au genre dans les programmes de formation pour les systèmes de traitement sans mercure (MTS). L'objectif était d'atteindre une participation féminine de 40 %, et les résultats ont été significatifs : 100 personnes ont été formées et certifiées au niveau du certificat de qualification de base (CQB), 34 % d'entre elles étant des femmes. Parmi elles, 15 % ont créé des coopératives minières artisanales formelles, notamment la coopérative Engel DIELO, spécialisée dans le traitement du minerai sans mercure à l'aide du concentrateur centrifuge Gold Kacha. Située dans la commune minière de Poura, la coopérative compte 100 membres et bénéficie du soutien du STSM (Service technique des services miniers) pour renforcer l'autonomie financière et protéger la santé, en particulier celle des femmes et des enfants, contre l'exposition au mercure.

Actuellement, un deuxième groupe de 50 apprenants suit une formation au niveau du Brevet de Qualification Professionnelle (BQP), avec une approche sensible au genre assurant une représentation féminine de 40 %. Cette initiative vise à atténuer les disparités entre les sexes dans le secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or (EMAPE) au Burkina Faso, en promouvant un développement inclusif et des pratiques durables.

*Q : Existe-t-il des facteurs culturels ou sociaux qui contribuent aux difficultés rencontrées par les femmes dans ce secteur, et comment peut-on y remédier ?*

Philippines: La charge de l'assistance sociale, qui consiste à répondre à tous les besoins de la famille, a empêché les femmes de participer à des activités extrafamiliales telles que l'EMAPE. La plupart des travailleurs agricoles sont des hommes ; en outre, en raison des attentes liées aux tâches domestiques des femmes, celles-ci ne peuvent travailler que pendant des saisons spécifiques ou à temps partiel. Le deuxième défi est l'idée que les femmes ne sont pas physiquement capables de travailler dans les mines, et il existe une forte perception que les femmes portent malheur. Pour surmonter ces obstacles, il est important de mettre en place des initiatives multipartites, d'obtenir la participation des femmes mineurs et le soutien des agences gouvernementales, ainsi que la coopération de toutes les agences intergouvernementales.

Équateur : A partagé des informations tirées de la littérature sur les croyances populaires, en soulignant que la division du travail fondée sur le sexe est un phénomène historique et mondial. Cette division a exclu les femmes des secteurs productifs, ce qui a conduit à ce que l'on appelle la "pauvreté des femmes". L'exclusion des activités économiques a entraîné un manque de connaissances et de capacités techniques chez les femmes, créant des obstacles dans un monde dominé par les hommes. Diana a identifié deux défis principaux : premièrement, changer l'état d'esprit des mineurs pour qu'ils adoptent des pratiques sans mercure, et deuxièmement, favoriser la collaboration inter-agences et inter-institutionnelle.

*Q : Comment renforcer les partenariats entre le gouvernement et les différentes parties prenantes, notamment les communautés locales, les sociétés minières et les ONG, afin de soutenir les femmes dans le secteur des EMAPE ?*

Burkina Faso : Pour autonomiser efficacement les femmes, il est essentiel d'écouter leurs besoins et d'adapter le soutien en conséquence. Il s'agit d'identifier les besoins spécifiques, par exemple en évaluant leur niveau de connaissances pour mettre en place des programmes de formation personnalisés. Après la formation, la facilitation de l'accès aux coopératives les aide à mettre en pratique leurs compétences et à obtenir des financements. La création d'une banque dédiée aux partenariats miniers artisanaux renforce encore la stabilité financière. Par exemple, dans le cadre du projet planetGOLD Burkina Faso, une soixantaine de femmes issues de trois coopératives minières bénéficient d'un fonds renouvelable, ce qui renforce leur autonomie financière par le biais de diverses activités financées.

Pérou : L'une des principales leçons tirées dans le cas du Pérou a été de consolider juridiquement les groupes de pillaqueras dispersés dans chaque territoire afin de les positionner et de rendre leur réalité visible. À cet égard, deux associations de sélectionneurs de minéraux ont été formées et le premier réseau national de femmes EMAPE a été renforcé. L'associativité et la création de réseaux de femmes a été le principal outil pour faire écho aux problèmes auxquels elles sont confrontées et leur a également permis d'avoir une influence politique et de commencer à se positionner dans le secteur par rapport à leurs collègues mineurs.

D'autre part, il est essentiel d'avoir des réglementations qui garantissent l'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes dans le secteur, du point de vue du genre. Cela implique d'assurer une assistance technique adéquate de la part de l'État dans les processus de formalisation de l'EMAPE, ainsi que de reconnaître et de régulariser des activités telles que la sélection des minerais dans les territoires où ces pratiques sont courantes.

*Q : Quels sont les avantages économiques à long terme d'un investissement dans l'autonomisation des femmes dans le secteur de l'extraction artisanale de l'or, tant pour les individus que pour les communautés ?*

Pérou : L'autonomisation des femmes dans le secteur de l'extraction artisanale de l'or apporte un certain nombre d'avantages économiques à long terme, tant pour les individus que pour les communautés. Tout d'abord, en encourageant l'autonomisation économique des femmes, on leur donne la possibilité de générer des revenus durables et d'améliorer leurs moyens de subsistance. Pour ce faire, elles bénéficient d'un soutien à l'entrepreneuriat et d'une formation aux compétences commerciales, ce qui leur permet de diversifier leurs sources de revenus et d'accroître leur autonomie financière. En outre, l'autonomisation des femmes contribue au dynamisme des économies locales en encourageant la participation active des femmes aux activités économiques et commerciales. Cela peut conduire à une plus grande croissance économique et au développement des communautés minières, car les femmes investissent dans les

entreprises locales, créent des emplois et contribuent au développement de l'infrastructure de base. En résumé, investir dans l'autonomisation des femmes dans ce secteur ne profite pas seulement aux femmes individuelles en améliorant leurs conditions de vie et en augmentant leurs revenus, mais a également un impact positif sur les communautés en stimulant la croissance économique et la prospérité à long terme.

Ouganda : L'autonomisation des femmes dans l'EMAPE peut conduire à des revenus plus élevés, ce qui contribue à la réduction de la pauvreté au sein des communautés minières, grâce à l'amélioration de la productivité et de l'accès aux ressources et aux marchés. Cela améliore directement le niveau de vie et l'accès aux biens et services essentiels pour les femmes et leurs familles. L'autonomisation des femmes permet également de diversifier les activités économiques au sein des communautés. Leur participation réduit la dépendance à l'égard d'une seule source de revenus, ce qui renforce la résistance de la communauté aux chocs économiques et favorise le développement durable. L'investissement dans les femmes stimule également l'esprit d'entreprise et l'innovation. Les femmes peuvent créer des entreprises de traitement de l'or, de fabrication de bijoux ou d'exploitation minière à petite échelle, ce qui favorise le dynamisme économique et la créativité. Les femmes autonomes participent davantage aux marchés formels, négociant de meilleurs prix pour leur or et élargissant les opportunités économiques au-delà des marchés locaux. Cette intégration renforce l'efficacité du marché et le développement économique de la communauté. L'accès à l'éducation, à la formation et au développement des compétences permet aux femmes de s'engager dans des activités économiques productives, favorisant ainsi la croissance économique et le développement durable de leurs communautés.

*Q : De quelle manière les programmes d'éducation et de formation peuvent-ils être adaptés pour répondre spécifiquement aux besoins et aux possibilités des femmes dans l'exploitation minière artisanale de l'or ?*

Ouganda : Lorsqu'ils travaillent avec des femmes, les projets doivent se rappeler que les femmes ont leurs propres besoins ; par exemple, il est nécessaire de savoir quand elles sont disponibles pour participer à certaines activités en fonction de leurs habitudes. Les femmes ont besoin d'une formation pour acquérir des compétences commerciales, notamment en matière de formalisation, de création de coopératives, d'épargne et de budgétisation. Les femmes ont besoin de meilleures compétences en matière de gestion de l'environnement ; par exemple, les femmes sont généralement chargées de la collecte de l'eau - tout ce qui affecte l'environnement affecte les femmes.

Philippines : Les formations sensibles au genre sont très importantes pour renforcer l'autonomie des femmes, et il est également important de valoriser les compétences qu'elles possèdent. Outre l'extraction, aux Philippines, les femmes sont impliquées dans tous les aspects de la GSS et ont des connaissances précieuses. Elles connaissent leur environnement parce qu'elles en subissent les conséquences. Comme l'ont indiqué les

Nations unies, investir dans les femmes contribue au PIB. Investir dans le travail des femmes et dans le travail en général est une question de développement.

*Q : Comment l'initiative planetGOLD dans votre pays a-t-elle conçu un cadre financier adapté aux femmes ? Quels sont les facteurs qui ont influencé l'élaboration de cette stratégie spécialement conçue pour les femmes ?*

Pérou : L'initiative planetGOLD a développé un cadre financier spécifique pour les femmes impliquées dans l'exploitation artisanale de l'or, connues sous le nom de pallaqueras. L'initiative s'est penchée sur les disparités d'accès au financement par rapport aux hommes, en mettant l'accent sur la vulnérabilité des femmes mineurs en matière de maintien des revenus en raison d'irrégularités dans les ventes de minerais.

Les principales activités sont les suivantes : (1) la création d'un produit de crédit adapté aux femmes mineurs, fournissant des fonds de roulement et des financements d'investissement pour améliorer la productivité et la stabilité des revenus. Ce produit offrait également des avantages tels que des notations de crédit et des options d'assurance ; et (2) le développement de l'esprit d'entreprise et des compétences. Des subventions ont été accordées pour aider les femmes à passer de l'exploitation minière à d'autres moyens de subsistance. Il s'agissait de formation technique et de développement des compétences entrepreneuriales, encourageant des projets tels que la production de fourneaux, les entreprises de camaraderie, les entreprises de couture et l'artisanat.

Dans l'ensemble, le cadre visait à autonomiser les femmes sur le plan économique en leur offrant des solutions financières personnalisées et des possibilités de diversification des revenus. Il mettait l'accent sur le renforcement des capacités et l'accès à des informations commerciales précises afin de garantir la durabilité de leurs entreprises, dans le but d'assurer une indépendance économique durable dans les communautés minières artisanales du Pérou.

Équateur : Un fonds de donation a permis de soutenir une initiative d'orfèvrerie pour les femmes mineurs et un projet de sécurité alimentaire. Le projet d'orfèvrerie a permis aux femmes mineurs d'apprendre à fabriquer des bijoux et de créer leurs propres ateliers, ce qu'elles ont préféré au projet de sécurité alimentaire. Cette préférence s'explique par le fait qu'elles souhaitent vivement continuer à participer aux activités minières. À l'inverse, le projet de sécurité alimentaire, qui visait à résoudre les problèmes nutritionnels des femmes sélectionneuses de minerais, a pris fin lorsque le financement externe a cessé.

Cette expérience a mis en évidence la durabilité des projets alignés sur les intérêts des mineurs. Elle a mis en évidence l'importance d'une formation et d'un renforcement des capacités continus, à long terme et multidisciplinaires pour les femmes dans l'industrie minière. Le manque de formation continue a entravé les progrès en Équateur, ce qui suggère la nécessité d'un programme de formation complet adapté aux besoins des

femmes. Cette approche vise à garantir une autonomisation durable et un développement des compétences dans le secteur minier.

*Q : Quelles sortes d'opportunités sont créées pour les femmes dans les espaces mixtes au lieu de créer des espaces réservés aux femmes ?*

Philippines : Les femmes ne sont pas contraintes de participer à des entreprises réservées aux femmes, telles que la fabrication de bijoux. Le projet tente de créer des opportunités pour les femmes d'être visibles dans le secteur de l'EMAPE lui-même et d'offrir aux femmes des choix pour participer de manière significative à l'EMAPE si cela les intéresse.

Équateur : Lancement d'une campagne de communication, "ValORO Tu Trabajo", qui, avec d'autres résultats, a remis en question les stéréotypes de genre en incluant simplement des femmes mineurs dans des images de communication qui ne montrent généralement que des hommes mineurs. Ce type de stratégie permet d'atteindre une large population et de faire passer le message que les femmes sont impliquées dans l'exploitation minière, ce qui les rend visibles.

Burkina Faso : Dans toutes les activités du projet, un quota de 40 % est imposé aux femmes. Elles ont vraiment besoin d'aide car leurs capacités doivent être renforcées. Par exemple, de nombreux mineurs artisanaux ne comprennent pas pleinement le coût réel de l'or. Elles vendent donc leurs minerais à des prix moins avantageux que les hommes. Il est nécessaire d'améliorer leur compréhension du prix de l'or pour résoudre ce problème, d'autant plus que beaucoup n'ont pas accès à l'internet, ce qui exacerbe le problème.

Pour la dernière partie de la première journée, les participants au forum se sont retrouvés en séance plénière pour discuter de la criminalité et des droits de l'homme dans l'EMAPE.

## **Session plénière : Lutte contre la criminalité et les droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement en EMAPE**

**Facilitateur :** *Marcena Hunter, Responsable thématique sur les industries extractives, GIATOC.*

**Participants :** *Yuri Nakamura, Associate Programme Officer, UNODC ; Gisselle Vila Benites, Doctoral Researcher, Clark University ; Mukasiri Sibanda, Coordinator, Stop the Bleeding Consortium.*

Marcena Hunter a commencé la session par un aperçu de la question de la criminalité, qui pose des défis importants aux efforts de réduction ou d'élimination du mercure. Les réseaux criminels font preuve d'adaptabilité, ce qui nécessite une réponse dynamique et vigilante. Mettre l'accent sur les droits de l'homme et s'inspirer des interventions passées peut guider les stratégies visant à relever efficacement ces défis.

La session s'est poursuivie par des présentations d'experts :

M. Yuki Nakamura (ONUDC) a abordé la question du statut légal/illégal/informel de l'EMAPE, en soulignant que l'informalité est souvent confondue avec l'illégalité. Il a insisté sur la nécessité de faire la différence entre les opérations informelles et illégales. La corruption au sein de l'EMAPE est un phénomène courant, qui nécessite une enquête sur les causes sous-jacentes. Les personnes vivant dans les zones d'EMAPE ont tendance à être vulnérables à l'exploitation criminelle, en raison de l'absence de protection juridique, ce qui aggrave la vulnérabilité au crime organisé. La décentralisation de la gouvernance des EMAPE au niveau local peut également contribuer à l'augmentation de la corruption et des activités criminelles. Les zones grises, où l'or extrait illégalement est mélangé à l'or extrait légalement lors de la vente, posent des problèmes. La faiblesse ou la porosité des contrôles aux frontières exacerbe la situation. Le concept de convergence de la criminalité a été abordé, soulignant comment les vulnérabilités d'un aspect du secteur peuvent en affecter d'autres, comme le partage de la logistique et des itinéraires pour le commerce illégal de la drogue et de l'or. La présentation s'est achevée sur la clarification du fait que le secteur des EMAPE n'est pas intrinsèquement criminel ; ce sont plutôt les réseaux qui exploitent les faiblesses du secteur.

Mme Gisselle Vila Benites, chercheuse doctorale à l'université de Clark, a mentionné l'"effet ballon", indiquant que les efforts de répression concentrés dans une zone peuvent simplement déplacer les réseaux criminels dans l'espace, plutôt que de les éradiquer. Le manque de moyens de subsistance rend les communautés plus vulnérables au crime organisé. D'autres aspects de l'impact du crime organisé sur les communautés EMAPE ont été soulignés, notamment :

- Perte de vies de défenseurs de l'environnement, l'Amérique latine et les Caraïbes étant les régions où les incidents sont les plus nombreux.
- Les mineurs perdent la vie aux mains d'organisations criminelles qui les contrôlent.
- Cas d'exploitation sexuelle/de prostitution.
- Influence des organisations criminelles sur le choix de la technologie utilisée dans le traitement des minerais, avec des exemples de communautés revenant à l'utilisation du mercure sous l'influence du crime organisé.

Elle a conclu sa présentation par des recommandations. Elle a proposé d'investir dans le renforcement des communautés et des gouvernements, en mettant l'accent sur la sensibilisation afin de les doter de connaissances sur les organisations criminelles et de méthodes pour se protéger. Elle a suggéré de canaliser les ressources et les outils pour soutenir ce travail, notamment les systèmes d'information géographique (SIG) et la télédétection à des fins de surveillance. Elle a souligné l'importance de renforcer le savoir autochtone parallèlement à ces efforts.

M. Mukasiri Sibanda a également identifié les défis liés au respect des réglementations environnementales au Zimbabwe et a reconnu l'influence de la géopolitique sur la dynamique du secteur de l'EMAPE.

## Remarques de clôture : Premier jour

**Modérateur** : Ludovic Bernaudat, Senior Task Manager, Chemicals and Health Branch, Programme des Nations unies pour l'environnement.

**Orateur** : Monika Stankiewicz, Secrétaire exécutive, Convention de Minamata sur le mercure

Monika Stankiewicz a évoqué la clairvoyance des négociations de la Convention de Minamata, notamment en ce qui concerne les impacts environnementaux et juridiques de l'exploitation des ressources aurifères de l'EMAPE. Elle a souligné la complexité de ces questions, en particulier l'inclusion des femmes et la prévention de la criminalité. Elle a souligné l'importance de la visibilité sur des questions cruciales telles que les droits de l'homme et l'utilisation du mercure dans le secteur de l'EMAPE.

Monika a ensuite annoncé les finalistes et les gagnants d'un concours de photos destiné à présenter les meilleures pratiques dans le secteur de l'EMAPE. Les cinq finalistes ont reçu chacun une copie de leur photo et un certificat de participation. La photo gagnante, élue par les délégués, est celle du Ghana, et le trophée de la meilleure photo a été remis au photographe.

Ludovic a résumé la journée, qui a porté sur l'accès au financement, le genre et les droits de l'homme. Il a ensuite donné un aperçu des thèmes de la journée suivante, qui incluront la technologie et les opérations minières à grande échelle, la fiscalité, les défis liés à la protection de l'environnement et les discussions sur la communication.

## Deuxième jour : mardi 4 juin 2024

### Remarques préliminaires

**Modérateur** : Rodica Ella Ivan, Responsable du développement industriel, Département de l'environnement, ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel)

Rodica a ouvert la deuxième journée en souhaitant la bienvenue à l'auditoire et en présentant la première session : une discussion informelle entre mineurs sur la formalisation et la technologie. Le panel était animé par deux éminents experts en la matière du réseau d'échange DELVE : Dian Anggraeni, qui apporte plus de 23 ans d'expérience en tant que spécialiste du développement communautaire et de la société civile, et Manuel Reinoso, mineur artisanal depuis 1993, partenaire et fondateur de l'Empresa Minera La Nueva Victoria et actuel président de la Société nationale des mines à petite échelle du Pérou (SONAMIPE).

## Miner Fireside Chat sur la formalisation et la technologie

**Modérateurs** : Dian Anggraeni, Coordinateur, programme d'échange Delve sur l'EMAPE ; et Manuel Reinoso, Coordinateur, programme d'échange Delve sur l'EMAPE.

**Participants** : Edgar Pillajo, géologue, Nueva Unión, Équateur ; Narantugs Norov, président de la Fédération nationale de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de Mongolie ; Gil Indino, président de la Coalition nationale des mineurs à petite échelle, Philippines ; Gilson Cambiom, Cooperativa do Garimpeiros do Vale do Rio Peixoto, Brésil ; Maria Reyes, présidente du conseil d'administration du Réseau national des femmes mineures, Pérou.

Cette session de discussion, axée sur les questions et défis liés à la formalisation et à la technologie, s'est déroulée sous forme de questions-réponses.

*Q : Sur le thème de la formalisation : d'après votre expérience, quels sont les avantages de la formalisation ? Que peuvent faire les gouvernements pour accélérer le processus de formalisation dans leurs pays ?*

Équateur : Edgar a commencé par exprimer sa gratitude pour l'invitation et a donné un aperçu des défis à relever en Équateur. Il a souligné la question de l'exploitation minière illégale et le rôle de la Banque centrale qui n'achète de l'or qu'aux mineurs légaux, avec une remise de 1 % et des paiements assurés. Cependant, le processus d'enregistrement des mines a été problématique, avec des retards importants au cours des cinq dernières années, laissant les mineurs dans une position précaire. L'exploitation minière légale exige le respect de multiples procédures administratives, ce qui complique le processus. Il a également mentionné que si les mineurs légaux peuvent avoir accès à des crédits, les banques exigent de multiples garanties.

Le Brésil : M. Gilson a relevé des similitudes entre le Brésil et l'Équateur en termes de défis et d'avantages pour les mineurs d'or à petite échelle. Il a souligné la dignité qu'apporte la formalisation, permettant aux mineurs d'avoir accès à un équipement approprié, à des conseils techniques, à des canaux de vente légaux et à des programmes de renforcement des capacités. En tant que président d'une coopérative comptant 7 000 mineurs, il a souligné l'importance de la formalisation pour éliminer la stigmatisation de la criminalité.

Philippines : Gil a discuté des avantages de la formalisation, tels qu'un accès plus facile aux agences gouvernementales et la possibilité de partager les activités au sein du secteur minier à petite échelle. Bien que le processus ait été rigoureux, la conformité a permis de réaliser leur vision et de clarifier les rôles et les exigences des mineurs.

Pérou : Maria a parlé de l'invisibilité des femmes dans le secteur minier et de la nécessité d'officialiser leurs associations. Elle a fait part des difficultés rencontrées par les femmes mineurs, notamment la discrimination et le manque de reconnaissance. La formation dispensée par planetGOLD Peru et Solidaridad a été utile, mais elle a souligné la nécessité de mettre en place des programmes nationaux et des registres officiels. Son association a cessé d'utiliser du mercure et a adopté des pratiques plus

sûres grâce à des accords avec les entreprises et à la sensibilisation aux questions de santé.

Modérateur : Manuel a rappelé l'importance d'avoir des droits et des réglementations pour la formalisation, soulignant la nécessité pour les mineurs à petite échelle d'être reconnus comme des entreprises légitimes.

*Q : Quelle est, selon les mineurs, la meilleure contribution des programmes tels que planetGOLD et d'autres ? Comment la conception des programmes pourrait-elle être améliorée pour les rendre plus bénéfiques ?*

Philippines : M. Gil a souligné l'importance d'écouter les petits exploitants miniers pour répondre à leurs besoins. La formalisation permet d'augmenter la production d'or et profite à la nation en garantissant un plus grand nombre de mineurs légaux. Gil a évoqué les avantages du cyanure par rapport au mercure dans la récupération de l'or, plaidant pour l'adaptation de méthodes sans mercure afin de protéger les communautés minières.

Mongolie : Narantugs a souligné les changements réglementaires en Mongolie depuis 2013, notant que le gouvernement ne fait pas de distinction entre l'exploitation minière informelle et illégale. Il a souligné la lourdeur du processus d'obtention des permis et la nécessité d'améliorer les réglementations pour soutenir les petites usines de traitement sans mercure. Narantugs a indiqué que l'utilisation du mercure est interdite en Mongolie, mais que le cyanure peut être utilisé avec une licence spéciale. L'exploitation légale nécessite plusieurs permis, et il est nécessaire d'apporter un soutien différencié aux petites usines de traitement afin d'éliminer l'utilisation du mercure.

Pérou : Maria a rappelé les risques du mercure pour la santé et les efforts de son association pour éliminer son utilisation. Elle a souligné l'importance de la formation et des partenariats pour promouvoir des pratiques plus sûres.

*Q : Hier, la conversation portait sur l'accès et les obstacles au financement. Comment les mineurs voient-ils le lien entre la formalisation et le financement ?*

Le Brésil : M. Gilson a souligné la nécessité d'accéder au crédit et aux ressources financières pour soutenir la recherche et mettre en œuvre de nouvelles technologies. Il a souligné le rôle essentiel de la présence et du soutien du gouvernement.

Équateur : Edgar a évoqué les difficultés liées à l'officialisation des sociétés minières à petite échelle en Équateur et la nécessité d'une reconnaissance et d'un soutien de la part du gouvernement. Il a suggéré une déclaration résumant les expériences et les résultats au profit de l'EMAPE et de la sensibilisation du gouvernement.

Philippines : M. Gilson a souligné que la formalisation est cruciale pour l'accès au financement, car les institutions financières ne peuvent pas soutenir des activités illégales.

Pérou : Maria a souligné l'importance de la formalisation pour l'accès au financement et le soutien apporté par planetGOLD pour la création d'associations et l'obtention de prêts.

Mongolie : Narantugs a noté qu'en Mongolie, la formalisation et la finance sont liées, et les mineurs formalisés bénéficient de la certitude et du soutien de négociants certifiés.

*Q : Quels sont les obstacles ? Quelles sont les mesures d'incitation à l'élimination du mercure ?*

Philippines : Gil a souligné le rôle d'organisations telles que planetGOLD pour aider les mineurs à se conformer aux réglementations et à éliminer l'utilisation du mercure.

Équateur : Edgar a discuté des défis posés par les activistes anti-mines et de la nécessité d'une meilleure communication avec la société civile pour souligner les avantages d'une exploitation minière réglementée.

Mongolie : Narantug a indiqué que le principal obstacle est la délivrance de permis pour les petites installations sans mercure.

Pérou : Des groupes de pallaqueras ont encouragé la création d'associations. C'est leur principale recommandation. Ils ont des organisations qui ont été légalement formalisées en tant qu'associations. Elles ont reçu des services dans le cadre du projet, notamment des technologies sans mercure.

*Commentaires du public :*

Un membre de l'auditoire guinéen a souligné les efforts déployés pour formaliser le secteur et soutenir les mineurs par le biais de financements et de plates-formes industrielles permettant de traiter le minerai sans utiliser de produits chimiques toxiques.

*Conclusion de Dian :*

M. Dian a conclu en soulignant l'importance des efforts collectifs pour éliminer l'utilisation du mercure et promouvoir des pratiques minières durables et évolutives.

La partie technique de la deuxième journée a commencé par une séance plénière sur les technologies sans mercure.

## **Session plénière : Foire technologique : Approches pour soutenir la production d'or sans mercure**

**Facilitateur :** Ludovic Bernaudat, Senior Task Manager, Chemicals and Health Branch, Programme des Nations unies pour l'environnement.

**Présentateurs :** German Marquinez, coordinateur de projet, planetGOLD Colombie ; Saïdou Kabré, gestionnaire de projet national, planetGOLD Burkina Faso ; Douglas,

*planetGOLD Philippines et Mongolie ; Franco Arista, directeur de projet, planetGOLD Pérou.*

Cette session comprenait des présentations par les projets nationaux de planetGOLD sur leurs interventions technologiques sans mercure. Après chaque présentation, un mineur a été invité à commenter la technologie présentée.

## **Colombie**

German Marquinez, coordinateur de projet, planetGOLD Colombia, a décrit la mise en œuvre de technologies de production d'or sans mercure en Colombie, en mettant l'accent sur l'intégration de la technologie et des stratégies de gestion des connaissances. Dans sa [présentation](#), l'étude de cas d'Asominucol, une association d'exploitation minière alluviale dans le nord de la Colombie, a été examinée en détail. German a décrit la stratégie globale de gestion des connaissances, qui repose sur trois piliers :

1. Connaître l'environnement : Comprendre le contexte écologique et géologique.
2. Connaître la technologie : Identifier les technologies appropriées sans mercure.
3. Contrôler la technologie : Garantir une application durable de la technologie.

German a ensuite décrit l'étude de cas d'Asominucol (Caucasia, Colombie). Située à Caucasia, l'exploitation utilise des pelleteuses, des sélecteurs, des boîtes à vannes et des batées pour séparer l'or, en utilisant actuellement du mercure, qui est rejeté dans l'eau et dans l'air. L'intervention a commencé par l'analyse des matériaux, y compris la taille des grains et la minéralogie, afin de comprendre la composition des matériaux extraits. Sur cette base, des technologies adaptées ont été identifiées pour correspondre au type de minéralogie, permettant de récupérer jusqu'à 90 % de l'or, ce qui est 40 à 50 % plus efficace que les méthodes traditionnelles.

Les [technologies sans mercure](#) mises en œuvre sont les suivantes

1. Boîtes à glissades : Pour la séparation initiale.
2. Séparateur magnétique : Pour extraire la titanomagnétite.
3. Table de séparation : Pour une séparation plus poussée en fonction de la densité.
4. Concentrateur centrifuge : Pour améliorer la récupération de l'or.

À Barrio Chino, au lieu d'utiliser du mercure, le concentré est traité dans un local de stockage situé dans une zone urbaine. À partir de 2 tonnes de concentré, on obtient 40 kg d'or hautement concentré, qui peut ensuite être extrait sans mercure.

German a décrit l'utilisation de modèles d'équipement en trois dimensions comme outils pédagogiques, pour illustrer les éléments du nouveau processus. Le projet a également utilisé l'apprentissage interactif, en travaillant avec les mineurs pour montrer les flux de processus et valider la technologie en collaboration avec les mineurs. L'intervention technologique a été validée avec l'apport des mineurs, tant au niveau de la conception collaborative qu'au niveau du processus d'installation impliquant les mineurs.

M. German a conclu en notant que la transition vers une production d'or sans mercure en Colombie démontre un mélange réussi de stratégies technologiques et de gestion des connaissances. En impliquant la communauté minière dans le processus et en garantissant des pratiques durables, des améliorations significatives de l'efficacité de la récupération de l'or et de la santé de l'environnement ont été réalisées.

## **Pérou**

Franco Arista, directeur de projet de planetGOLD Peru, a décrit comment l'initiative planetGOLD Peru se concentre sur la transition vers une production d'or sans mercure au Pérou. Ce [court clip vidéo en 3D](#) présente l'équipement sans mercure du projet. La [présentation](#) a mis en évidence les défis, les solutions et les impacts du projet.

Les principaux défis sont les suivants :

- Les mineurs sont sceptiques à l'égard des nouvelles technologies qui n'impliquent pas un contact direct avec l'or. Le mercure est bon marché, accessible et facile à utiliser, ce qui rend le changement culturel difficile.
- De nombreuses opérations sont informelles, ce qui complique la mise en œuvre des technologies.
- Les sites éloignés posent des problèmes logistiques.
- Certains sites ont besoin de générateurs en raison de l'absence d'électricité fiable.
- Les sites manquent d'informations géologiques adéquates, qui seraient nécessaires pour une sélection adéquate de la technologie.
- De mauvaises pratiques empêchent une mise en œuvre sûre.
- Les mineurs manquent souvent des connaissances techniques nécessaires sur les processus gravimétriques et l'accès aux fournisseurs de technologies formelles et à l'assistance technique professionnelle est limité.
- Les mineurs ont des difficultés à obtenir des fonds pour la transition technologique.

Le projet a relevé ces défis en apportant un soutien quotidien sur place afin d'instaurer la confiance et d'optimiser les processus. Le projet a encouragé l'apprentissage en collaboration avec les mineurs afin de garantir une adoption efficace de la technologie. Le projet s'est également associé aux usines de traitement pour mettre en œuvre des critères d'absence de mercure. À ce jour, le projet a impliqué 16 organisations dans trois régions (Piura, Arequipa, Puno). Le projet a permis de réduire, de prévenir ou d'éviter l'utilisation de 15 tonnes de mercure, d'augmenter la récupération de l'or, de

développer 4 produits financiers pour soutenir la transition technologique et de sensibiliser plus de 43 000 personnes aux pratiques sans mercure.

Commentaires : Manuel Reinoso a souligné l'importance pour les mineurs de s'approprier l'ensemble du processus afin d'améliorer le contrôle et la gestion des coûts. German a souligné la nécessité de développer une base de référence (technique, environnementale et sociale) pour comparer et distinguer les différents types de minerais.

## **Burkina Faso**

Saidou Kabre [a présenté](#) la mise en œuvre de technologies d'extraction de l'or sans mercure au Burkina Faso. L'accent a été mis sur les impacts sanitaires et environnementaux des méthodes traditionnelles d'amalgamation au mercure et sur l'introduction d'un système gravimétrique comme alternative durable. Au Burkina Faso, les mineurs utilisent principalement le processus d'amalgamation pour l'extraction de l'or, ce qui entraîne des problèmes sanitaires et environnementaux importants. Le projet planetGOLD Burkina Faso a développé un [système gravimétrique sans mercure](#). Pour mettre en œuvre et promouvoir la technologie, le système a été mis en place avec la participation des mineurs locaux. Un programme structuré a été élaboré pour former les mineurs et les opérateurs locaux. D'autres mineurs ont été invités à observer la technologie en action, y compris l'utilisation d'une table à secousses pour la récupération de l'or fin.

Les mineurs ont d'abord été surpris et sceptiques face à ce nouvel équipement capable de récupérer l'or sans mercure. Une présentation a été organisée pour expliquer la technologie, suivie d'une démonstration du processus d'installation. Des opérateurs locaux ont été identifiés et formés, ce qui a permis de réduire la pollution au mercure. Cependant, certains se sont inquiétés de la fin du projet, soulignant la nécessité de le poursuivre pour en maintenir les bénéfices.

Ludovic a déclaré que le projet a prouvé l'efficacité de la nouvelle technologie, mais a souligné la nécessité d'un financement continu pour soutenir la transition technologique au sein des communautés.

## **Mongolie et Philippines**

Dans sa [présentation](#), Douglas Kao a abordé les défis communs et les solutions dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or (EMAPE) en Mongolie et aux Philippines. L'accent a été mis sur la nécessité de surmonter les obstacles liés à l'éloignement, aux pratiques à forte intensité de main-d'œuvre et à la récupération insuffisamment optimisée de l'or. Les défis communs identifiés sont les suivants :

1. Éloignement des sites miniers : Les opérations sont souvent situées dans des zones isolées, ce qui rend l'accès et la logistique difficiles.
2. Traitement manuel à forte intensité de main-d'œuvre : Les méthodes traditionnelles sont physiquement exigeantes et inefficaces.
3. Récupération de l'or sous-optimisée : Les techniques actuelles ne permettent pas de maximiser l'extraction de l'or.

Pour résoudre ces problèmes et introduire une technologie sans mercure, il était tout d'abord essentiel d'obtenir l'adhésion de la population. Les consultations communautaires sont essentielles pour comprendre ce qui est important pour les mineurs artisanaux et les transformateurs. En outre, tout nouveau système introduit doit correspondre aux taux de production et aux niveaux de récupération actuels, voire les améliorer, afin d'être accepté.

M. Douglas a ensuite abordé les solutions technologiques. Le [système de traitement sans mercure en Mongolie](#) a introduit une manipulation avancée des matériaux, avec une automatisation complète du circuit, y compris des systèmes de convoyage, adaptés aux conditions hivernales. Il comprend également un système entièrement automatisé dans lequel le traitement et le transport sont simultanés, ce qui permet de réduire l'intensité de la main-d'œuvre et de gagner du temps.

Dans l'usine de Paracale, aux Philippines, la lixiviation sur place réduit l'intensité de la main-d'œuvre et permet de gagner du temps, ce qui constitue une solution pratique et efficace. Le [concentrateur hélicoïdal](#), ou cône, a été introduit. Il s'agit d'une technologie gravimétrique secondaire facile à utiliser et à transporter, conçue pour fonctionner avec des circuits primaires tels que les sluices.

Lors de la conception des solutions, les technologies doivent être compréhensibles et utilisables avec une formation et une assistance technique, et non pas trop compliquées. En outre, il faut éviter de donner l'impression d'une "boîte noire" - le fonctionnement de la technologie doit être transparent afin de gagner la confiance des utilisateurs.

À ce jour, le concentrateur hélicoïdal a permis de récupérer 80 % de l'or libre, ce qui témoigne d'une amélioration significative de l'efficacité. Comme on l'a vu à Sagada, les usines de traitement centralisées qui évitent l'utilisation de produits chimiques sont acceptées par la communauté, ce qui contribue à éliminer l'utilisation du mercure et du cyanure.

Commentaires : Le mineur de Sagada s'est félicité de la technologie fournie par planetGOLD, qui permet de récupérer l'or sans utiliser de mercure ni de cyanure. Cependant, il a noté des difficultés dans la gestion des déchets de l'usine de traitement centralisée. Les représentants du Burkina ont noté que les sites d'EMAPE semi-mécanisés équipés de machines modernes conformément aux plans de gestion de l'environnement peuvent atténuer l'impact.

Ludovic a conclu en soulignant qu'il est essentiel d'aligner les réglementations sur les solutions technologiques, que l'équipement doit être adapté aux conditions géologiques locales pour obtenir des performances optimales et que la transition technologique doit être liée à des stratégies financières pour assurer la durabilité après le projet.

Le forum s'est ensuite poursuivi par une série de sessions parallèles axées sur des questions spécialisées liées à la formalisation du secteur des EMAPE.

## Session parallèle du matin A : Modèles de coopération entre l'exploitation minière à grande échelle et l'EMAPE

**Modérateur :** *Edward Bickham, Conseil mondial de l'or*

**Intervenants :** *Mauricio Winkelried, Solidaridad ; William Leshilo, Anglo Gold Ashanti; Eduard Cornew, Mwamba Mining.*

La relation entre l'exploitation minière industrielle de l'or et l'EMAPE est souvent décrite comme une relation conflictuelle. Cependant, de nouveaux modèles de coexistence entre ces acteurs de l'industrie aurifère émergent. Cette session a présenté des exemples existants de coopération entre des entités à grande échelle et des mineurs d'or à petite échelle et a abordé les projets de collaboration future dans certains pays de planetGOLD.

Edward Bickham a souhaité la bienvenue au public et a présenté les objectifs de la session. En guise d'introduction, Edward a décrit les efforts antérieurs d'un groupe de travail dirigé par le Conseil mondial de l'or et composé de diverses grandes sociétés minières, qui a examiné leurs initiatives de coopération avec l'EMAPE. En 2022, ce groupe a produit un rapport complet et des études de cas mettant en évidence les meilleures pratiques de collaboration dans 15 pays. Le rapport a identifié neuf stratégies de collaboration entre l'industrie et l'EMAPE :

1. Collaboration réglementaire : Travailler avec les régulateurs pour éliminer les obstacles.
2. Partenariats avec les donateurs : Collaborer avec les donateurs, tels que la Banque mondiale.
3. Soutien technique : Fournir un soutien technique, comme l'illustrent les initiatives en Colombie.

4. Accès à la terre : Faciliter l'accès à la terre, y compris aux gisements satellites.
5. Assistance en matière de diligence raisonnable : Aider les mineurs à respecter les exigences en matière de diligence raisonnable.
6. Relations avec les raffineurs : Aider à établir des relations avec les principaux raffineurs d'or ou d'argent.
7. Achat de minerai : Envisager l'achat direct de minerai.
8. Investisseurs d'impact : S'engager auprès des investisseurs d'impact pour soutenir l'EMAPE.
9. Conception des interfaces : Concevoir des interfaces entre les grandes entreprises minières et l'EMAPE dès le départ.

En outre, Edward a mentionné les collaborations avec divers partenaires sur des programmes tels que planetGOLD pour la réduction du mercure, les moyens de subsistance alternatifs et la résolution des problèmes liés au travail des enfants. Il a souligné l'importance d'élaborer des plans de fermeture.

Edward a également souligné une nouvelle initiative de la Banque mondiale en Afrique de l'Ouest, plus précisément en Côte d'Ivoire, visant à faciliter la formalisation par le biais d'une approche multipartite. Cette initiative implique que les grandes entreprises minières abandonnent potentiellement des zones à l'EMAPE et créent quatre modèles complets axés sur la formalisation, le financement, la technologie et d'autres aspects dans un cadre cohésif.

Une [vidéo](#) d'une société minière du Nicaragua, Calibre, a ensuite été projetée, décrivant son programme de travail avec les mineurs artisanaux.

Après la vidéo, Edward a présenté les panélistes qui ont présenté trois exemples de collaboration entre les grandes/moyennes et petites entreprises minières.

Mauricio Winkelried a présenté son organisation, Solidaridad, qui se concentre sur l'intégration des petits producteurs dans les chaînes d'approvisionnement internationales pour 13 produits de base, dont l'or. Solidaridad travaille avec des entreprises industrielles pour faciliter l'intégration de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE). Mauricio a partagé un exemple de collaboration avec Minera Ores, soulignant leur double approche d'approvisionnement en minerai à partir de leur propre mine et d'approvisionnement partiel à partir d'opérations EMAPE. Les principales caractéristiques de cet engagement sont les suivantes

- En 2023, Minera Ores a collaboré avec environ 75 mines, contribuant à 33 % de leur production totale. Cela représente une croissance significative, puisque le programme a démarré avec 62 mines.
- La production est passée de 92 kg en 2020 à 230 kg en 2023, ce qui représente 17 millions de dollars par an dans l'économie formelle. Le traitement de cette production permet notamment d'éviter l'utilisation de mercure.
- Cette initiative a permis de créer plus de 620 emplois.

- 58 % de la production provient aujourd'hui de producteurs de premier plan qui peuvent produire plus de 10 kg par an.
- Facilitation de 10 prêts, pour un montant de 60 000 dollars.
- Deux banques rurales ont participé à cette initiative.

Mauricio a mis l'accent sur la valeur apportée aux mineurs par l'engagement, par exemple : soutien technique, aide à la résolution des problèmes fonciers et juridiques, paiements anticipés et prêts (parce que les mineurs sont traités comme des fournisseurs, ce qui les rend éligibles à un soutien financier), économies de transport et paiements rapides et transparents avec des méthodes de calcul claires.

Ensuite, William Leshilo, d'AngloGold Ashanti, Guinée, a présenté une étude de cas sur les efforts de formalisation en Guinée, en particulier dans la région de Siguiri. La mine de Siguiri, exploitée par Anglo Ashanti et Anglo Gold depuis 2004, a une longue histoire qui remonte au début des années 1900. La région comprend 17 villages et plus de 200 000 personnes. Les mineurs traditionnels, qui ont coexisté avec l'entreprise, sont considérés comme faisant partie de la société locale. Ils dépendent de l'exploitation minière pour leur subsistance, d'autant plus que l'agriculture devient moins viable en raison des problèmes de climat et de sécurité.

Les défis de l'exploitation minière illégale :

- Activités illégales : Il y a eu un afflux de migrants utilisant illégalement des équipements lourds dans la concession d'AGA, causant des dommages importants. Cette situation contraste avec celle des mineurs traditionnels qu'AGA cherche à soutenir.
- Des problèmes croissants : La région a connu une augmentation des décès, des blessures et des comportements agressifs, ainsi qu'une hausse des activités criminelles.

Efforts de formalisation :

- Engagement des parties prenantes : AGA a donné la priorité à la formalisation de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or (EMAPE) en renforçant l'engagement des parties prenantes et en aidant le gouvernement à se doter d'un consultant spécialisé dans l'EMAPE.
- Forum multipartite : AGA a soutenu la création d'un forum multipartite sur l'EMAPE, qui comprend des mineurs et d'autres parties concernées. Ce forum vise à décourager l'EMAPE illégale dans la concession tout en promouvant les pratiques minières traditionnelles.

AGA travaille avec planetGOLD Guinea pour piloter la formalisation de l'EMAPE dans la région de Siguiri. Il s'agit notamment de mettre en place un centre de formation pour soutenir les mineurs en attendant la formalisation. Le gouvernement guinéen a l'intention de rationaliser la législation minière afin de soutenir les efforts de formalisation. Cependant, trouver des terres appropriées pour l'EMAPE reste un défi.

Enfin, Eduard Cornew de Mwamba Mining, une société minière à moyenne échelle de Tanzanie, a présenté ses initiatives visant à développer et à faire croître durablement l'industrie minière aurifère tanzanienne, en mettant l'accent sur l'EMAPE.

Vue d'ensemble des offres EMAPE de Mwamba :

- Programmes d'achat de minerai : Mwamba achète activement du minerai et construit une usine de traitement pour soutenir l'EMAPE.
- Possibilités d'investissement et de partenariat : Diverses opportunités sont disponibles pour favoriser la croissance dans le secteur de l'EMAPE.

Cadre réglementaire en Tanzanie :

- Loi sur l'exploitation minière de 1997 : a initié la formalisation du secteur minier.
- Loi sur l'exploitation minière de 2010 : Introduction d'un système de permis pour les licences minières primaires (PML).
- Règlement sur le contenu local 2018 : Niveaux minimums de contenu local imposés et préférence accordée aux sociétés minières locales pour l'octroi de licences, ce qui stimule l'investissement local.

Projets et initiatives clés :

- Construction d'une usine de traitement d'une capacité de 120 tonnes par jour (TPD) : L'objectif est d'éliminer l'utilisation du mercure, d'augmenter la production d'or et de fournir un accès direct au marché tout en transmettant les meilleures pratiques.
- Entreprise commune avec l'université de Dar Es Salaam : Réouverture de l'ancienne mine Golden Pride sur le campus de Nzega pour financer un programme d'études sur l'exploitation minière, offrant une formation et un emploi au personnel et aux étudiants.
- Exploration du terrain de Nzega : Investissement de 16,5 millions de dollars dans l'exploration de la position foncière de Nzega, le produit de l'exploitation potentielle finançant les initiatives de l'EMAPE.

Stratégie de traitement des minerais :

- Achat de minerai et élimination du mercure : Achat du minerai en fonction de sa teneur en or, ce qui permet d'éliminer l'utilisation du mercure et d'augmenter la récupération par cyanure.
- Modernisation (niveau 2) : Il est prévu de moderniser les opérations minières, d'améliorer la sécurité et de renforcer le crédit grâce à des antécédents opérationnels et financiers vérifiés.

Outils et approches :

- Outil Wazi : Rationalise les opérations d'approvisionnement et garantit les paiements aux parties méritantes, améliorant ainsi la gestion des fournisseurs.
- Instauration de la confiance : Souligne l'importance de comprendre les processus qui aident les mineurs à gagner plus d'argent afin d'instaurer la confiance.

La présentation d'Ed Cornew a souligné l'engagement de Mwamba en faveur du développement durable dans l'industrie minière aurifère tanzanienne, en mettant l'accent sur le soutien réglementaire, les partenariats éducatifs et les approches novatrices en matière de traitement des minerais et de renforcement de la confiance.

Commentaires : William a souligné l'importance de répondre aux besoins sociaux et économiques pour gagner la confiance de la communauté. Eduard a insisté sur le fait de s'aligner sur les champions locaux et de garantir un consentement libre et préalable en connaissance de cause par le biais d'une consultation significative avec les parties prenantes. La discussion générale a mis l'accent sur l'importance de l'engagement de la communauté, de la conformité légale et de la modernisation pour favoriser un secteur EMAPE prospère.

### Q&R

Q : Comment garantir la durabilité et l'intégration dans l'ADN des entreprises ?

R : Les entreprises doivent s'aligner sur les efforts gouvernementaux et envisager des plans à long terme. Pour la durabilité, il est essentiel que toutes les parties prenantes en profitent, ce qui nécessite d'optimiser les flux de trésorerie pour s'assurer que toutes les personnes présentes à la table des négociations perçoivent des gains financiers.

Q : Les blocs retirés aux petits exploitants miniers et attribués aux grands exploitants miniers ne devraient être pris que s'ils sont payés, et non simplement concédés.

R : La préoccupation concernant les concessions injustes accordées aux mineurs à grande échelle a été reconnue, en soulignant la nécessité d'une compensation équitable.

Q : Existe-t-il un conflit d'intérêts en ce qui concerne la fixation des prix et le paiement des taxes ?

R : William a précisé que la coopération était principalement axée sur les questions environnementales. Il affirme que les impôts sont payés conformément aux lois du pays concerné.

## **Session parallèle du matin B : Plans d'action nationaux de Minamata : Stratégies de protection des personnes vulnérables**

**Modérateur** : Malgorzata Stylo, PNUJ ; Richard Gutierrez, Secrétariat de la Convention de Minamata sur le mercure

**Intervenants** : Lynn Gitu, chef de projet pour planetGOLD Ouganda ; Diana Cabrera, spécialiste du suivi et de l'évaluation et de l'égalité entre les hommes et les femmes / Programme de produits chimiques de l'Équateur ; et Gloria Pilamon-Langbayan Bureau municipal de Sagada, Philippines.

La session a mis en évidence le rôle essentiel des PAN dans la lutte contre l'utilisation du mercure dans les EMAPE, l'importance de l'implication des parties prenantes et la nécessité d'intégrer la dimension de genre dans toutes les activités. Les discussions ont souligné la valeur de la collecte de données complètes et de la coopération régionale

pour améliorer l'efficacité des PAN et promouvoir des pratiques responsables dans le secteur des EMAPE.

Richard Gutierrez a ouvert la session en donnant un aperçu de la Convention de Minamata sur le mercure. Adoptée en octobre 2013 et entrée en vigueur en août 2017, la Convention compte 148 parties en juin 2024. L'article 7 de la Convention énonce des exigences spécifiques pour les parties en ce qui concerne les activités d'EMAPE. Plus précisément, la Convention exige des parties qu'elles notifient le secrétariat si l'EMAPE est plus qu'insignifiante sur leur territoire, qu'elles élaborent et soumettent un plan d'action national (PAN) et qu'elles fournissent un examen triennal des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Convention. Les PAN doivent comprendre des objectifs nationaux et des objectifs de réduction du mercure, des pratiques à éliminer, des mesures visant à formaliser ou à réglementer le secteur, des estimations de base de l'utilisation du mercure et un calendrier de mise en œuvre. Les stratégies doivent être axées sur la réduction des émissions et de l'exposition au mercure, la gestion des échanges commerciaux, la prévention du détournement du mercure, l'implication des parties prenantes et la fourniture d'informations sur la santé publique.

La dernière conférence des parties de Minamata (COP5) a également abouti à des décisions sur les populations vulnérables qui sont potentiellement pertinentes pour l'EMAPE :

- Décision 5/1 : Effets de la pollution par le mercure sur les populations autochtones et les communautés locales.
- Décision 5/7 : Collaboration avec les peuples autochtones et les communautés locales.
- MC 5/17 : Intégration de la lutte contre le mercure dans le cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal.

En outre, le plan d'action pour l'égalité des sexes de la convention de Minamata vise à intégrer la question de l'égalité des sexes dans toutes les activités entreprises par le secrétariat, les parties et les autres parties prenantes.

Malgorzata Stylo, du PNUÉ, a ensuite présenté une vue d'ensemble des PAN soumis à ce jour. Dans le cadre de leurs lignes de base, les PAN incluent des estimations de l'utilisation du mercure, de la production d'or, du nombre de mineurs (ventilés par sexe le cas échéant) et des objectifs de réduction du mercure. Les données de référence des PAN devraient également recueillir des données sur les pires pratiques et sur les aspects environnementaux, sanitaires et socio-économiques. Les PAN soumis à ce jour révèlent

- Estimations mondiales : Les estimations mondiales suggèrent que 15 à 20 millions de personnes sont impliquées dans l'EMAPE, dont environ un cinquième sont des femmes et des enfants. Les PAN ont fourni des estimations du nombre de mineurs dans les différents pays, allant de 300 (Eswatini) à 1,2 million (République-Unie de Tanzanie).

- Données ventilées par sexe : Les PAN indiquent une participation plus importante des femmes à l'EMAPE que ce qui avait été estimé précédemment, avec des variations selon les pays.
- Travail des enfants : La plupart des PAN reconnaissent un certain niveau d'implication des enfants dans l'EMAPE, avec des estimations quantitatives allant de 0,8 % à 40 % du nombre total de mineurs.
- Pires pratiques : La pire pratique la plus fréquemment signalée est le brûlage à l'air libre d'amalgames, comme l'indiquent 26 des 30 PAN. L'incinération d'amalgames dans des zones résidentielles a également été fréquemment signalée.

Lynn Gitu, chef de projet pour planetGOLD Ouganda, a décrit en détail la situation de l'EMAPE en Ouganda, en accordant une attention particulière aux stratégies en faveur des personnes vulnérables :

- Communautés autochtones : Bien qu'il existe cinq communautés autochtones reconnues par les Nations Unies, le gouvernement ougandais ne les reconnaît pas officiellement. Deux régions où se trouvent des sites de projets planetGOLD sont habitées par des communautés indigènes.
- Les femmes et les enfants : Avec 75% de la population ougandaise âgée de 18 à 30 ans, les femmes et les enfants sont souvent présents sur les sites miniers.
- La région de Karamoja : Dans cette région, les femmes représentent jusqu'à 90 % du secteur minier, s'occupant de la production, de la construction de maisons et de l'agriculture, tandis que les hommes sont essentiellement des éleveurs.
- Régions du centre et de l'est : Les femmes sont plus impliquées dans l'exploitation minière, avec des coopératives établies, alors que dans d'autres régions, les femmes trouvent que l'exploitation minière demande trop de travail.
- Travail des enfants : Bien qu'il ne soit pas très répandu, les femmes amènent souvent leurs enfants sur les sites miniers.

Diana Cabrera, spécialiste du suivi et de l'évaluation et de l'égalité des sexes dans le cadre du programme équatorien sur les produits chimiques, a fait part de son expérience en Équateur. Des différences ont été constatées entre l'Ouganda et l'Équateur en ce qui concerne la présence des enfants sur les sites miniers. En Ouganda, les enfants sont amenés par leur mère pour être soignés, alors qu'en Équateur, leur présence peut être due à différentes raisons.

Les deux intervenants ont réfléchi à la manière dont les interventions de planetGOLD sont liées aux stratégies des PAN. Diana a mentionné que l'équipe technique collabore avec les autorités pour assurer un soutien continu après le projet, en abordant les défis rencontrés. Lynn a fait remarquer que les interventions s'alignent sur les stratégies des PAN, assurant la cohérence entre le projet et les plans nationaux.

Gloria Pilamon-Langbayan, du bureau municipal de Sagada, Philippines, a ensuite commenté la situation à Sagada :

- Engagement de la communauté : Gloria a souligné la participation significative de sa communauté à l'EMAPE, avec un soutien important à des activités telles

que planetGOLD, qui ont un impact positif sur l'environnement et les peuples indigènes.

- Exploitation minière sans mercure : Les petites exploitations minières de la communauté à Sagada n'utilisent ni mercure ni cyanure, ce qui donne la priorité à la protection de l'environnement.
- Activités des autorités locales : Reconnaît l'importance de l'intégration de la dimension de genre et des activités environnementales, les femmes jouant un rôle essentiel dans l'industrie minière.

Les panélistes ont discuté des stratégies visant à pérenniser les changements obtenus grâce aux projets, notamment pour :

- Mettre l'accent sur la durabilité et s'engager à impliquer d'autres acteurs intéressés par l'exploitation minière.
- Renforcer la capacité à organiser les communautés, en assurant une base solide pour les activités futures.
- Inclure des experts de la communauté dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie.
- Prendre en compte les vulnérabilités de différents groupes, tels que les propriétaires fonciers, les personnes âgées, les jeunes et les personnes handicapées, afin d'assurer une participation plus large.
- Offrir des incitations et des récompenses aux exploitations minières qui réduisent ou éliminent l'utilisation du mercure, renforçant ainsi l'objectif d'élimination du mercure.
- Mettre l'accent sur la durabilité en faisant appel à des experts en environnement et en s'engageant dans des efforts de collaboration.
- Sensibiliser aux dangers du mercure et encourager les pratiques sans mercure.

La réunion a été marquée par la diffusion d'une [vidéo](#) sur le projet équatorien.

## Session parallèle de l'après-midi A : Fiscalité et EMAPE

**Modérateur** : Shawn Blore, chercheur indépendant

**Intervenants** : Marcena Hunter, Extractions Lead, Global Initiative on Transnational Organized Crime ; Gavin Hilson, Chair of Sustainability and Business at University of Surrey UK ; David McEvoy head of EMAPE Financial Inclusion Unit TMB D.R. of Congo ; Mukasiri Sibanda, Justice Africa.

La session sur la fiscalité et les EMAPE a permis d'éclairer les différents aspects, notamment l'importance des taux de redevance, l'impact des économies informelles, le rôle de la banque numérique et la nécessité d'une coopération régionale.

La session a débuté avec Marcena Hunter, qui a discuté de la relation entre les taux de redevance et les marges bénéficiaires. Elle a souligné l'importance de prendre en compte les taux de redevances et les coûts de transport et de transaction associés à l'or, qui peuvent réduire de manière significative les marges bénéficiaires. Elle a souligné la nature compétitive des pays dans la réduction des taux de redevance, ce qui conduit à une "course vers le bas" qui n'est pas nécessairement bénéfique.

Elle a également mis l'accent sur les coûts de transport et de transaction : le transport de l'or peut parfois prendre des jours s'il est effectué par des voies légales, et les coûts de déplacement réduisent les bénéfices. Elle a souligné la nécessité pour les pays de coopérer au niveau régional, en s'appuyant sur des exemples tels que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), afin de mieux gérer la coordination économique et de maximiser l'influence. Elle a également suggéré de mieux former les fonctionnaires des douanes et des frontières afin d'améliorer l'intégration de l'or dans l'ensemble de l'économie.

Gavin Hilson a ensuite évoqué la nécessité de conceptualiser l'EMAPE comme un écosystème dont dépendent des millions de personnes pour leur subsistance. Il a mis l'accent sur l'économie informelle dans laquelle les mineurs paient des taxes informelles et des pots-de-vin, suggérant que la formalisation pourrait réduire ces paiements. Il a également noté que les politiques actuelles ont créé de l'informalité et de la méfiance à l'égard des gouvernements. Enfin, il a insisté sur la nécessité de modifier les politiques afin que l'EMAPE soit taxée et que l'accès à la terre soit garanti.

David McEvoy a présenté le concept de banque numérique en RDC, qui offre la transparence et une piste d'audit solide, réduisant ainsi les impôts informels. Il a souligné que la banque numérique offre des avantages tels qu'une compensation plus rapide des transactions et un meilleur contrôle de soi pour les mineurs, et a suggéré que la banque numérique peut inciter à la formalisation en rendant les transactions financières plus avantageuses pour les mineurs.

Mukasiri Sibanda a souligné qu'au Zimbabwe, plus de 30 tonnes d'or sont produites chaque année et que le pays envisage de modifier les taxes minières. Il a décrit la nécessité d'un cadre fiscal clair qui prenne en compte les aspects sociaux, politiques et environnementaux. Il a insisté sur la nécessité pour les gouvernements de collaborer avec les mineurs et de leur fournir un soutien, tel que des centres d'achat décentralisés, malgré les compromis que cela implique.

Les panélistes ont ensuite formulé plusieurs observations supplémentaires :

- M. Gavin a souligné l'importance de fournir aux mineurs des garanties en matière d'occupation et de droits, ce qui permettrait d'attirer d'autres services et de favoriser le processus de formalisation.
- M. David a rappelé les avantages de la banque numérique, qui s'est avérée efficace dans d'autres secteurs et peut offrir des avantages similaires au secteur minier.
- M. Marcena a souligné la nécessité d'adopter des approches spécifiques à chaque pays et de mettre en place une coopération régionale pour relever efficacement les défis de la fiscalité et de la formalisation.
- Des inquiétudes ont été exprimées quant au fait que des terres sont retirées aux petits exploitants miniers pour être attribuées à des exploitants à grande échelle, ce qui suggère qu'une compensation devrait être imposée.

- La coopération sur les questions environnementales et l'importance de payer les impôts conformément aux lois nationales ont été à nouveau soulignées.
- L'impact de la formalisation sur les exportations légalisées et la question de savoir si les gouvernements devraient fournir des incitations pour encourager les canaux d'exportation légaux ont été examinés.
- La nécessité de plans à long terme profitant à toutes les parties prenantes et l'importance de l'optimisation des flux de trésorerie ont été soulignées.

## Conclusion

La réunion a souligné la complexité de la fiscalité dans le secteur des EMAPE et la nécessité de stratégies globales comprenant la coopération régionale, la banque numérique et des politiques claires et favorables. Pour assurer la durabilité et la formalisation, il faut aborder à la fois les incitations économiques et les questions de confiance parmi les mineurs, ainsi que fournir le soutien et la formation nécessaires à une mise en œuvre efficace.

## Session parallèle de l'après-midi B: Aborder les impacts de l'EMAPE sur la biodiversité

**Modérateur :** *Luis Fernandez, Directeur exécutif de CINCIA ; Professeur de recherche à l'Université de Wake Forest*

**Intervenants :** *Claudia Vega, coordinatrice du programme sur le mercure, CINCIA ; Tatenda Mapooze, responsable technique des mines et des minéraux, Zimbabwe Environmental Law Association (ZELA) ; Margorzata Stylo, responsable associée de la gestion des programmes, PNUE ; Rocky Marcelino, responsable principal du suivi et de l'évaluation, Conservation International.*

Cette session a mis l'accent sur la nécessité de stratégies globales qui abordent les aspects économiques et environnementaux de l'EMAPE, en promouvant des pratiques responsables, une intégration efficace des politiques et une participation active de la communauté.

Luis Fernández a présenté une vue d'ensemble des impacts directs et indirects de l'EMAPE sur la biodiversité :

- Impacts directs : Déforestation et destruction de l'habitat (défaunation) ; dégradation des sols et pollution chimique (contamination par le mercure et d'autres métaux lourds comme le cuivre, le zinc, l'arsenic, le cadmium et le plomb) ; drainage minier acide et pollution par les hydrocarbures ; transformation du paysage, par exemple conversion de forêts en zones humides contaminées par le mercure.
- Impacts indirects : Fragmentation et dégradation des forêts ; transfert et redéposition de polluants chimiques ; effets du changement climatique : augmentation des incendies de forêt dans les forêts endommagées par l'EMAPE entraînant le déplacement du mercure dans l'atmosphère.

Claudia Vega, de CINCIA, a parlé de Madre de Dios au Pérou, la "capitale de la biodiversité". Malheureusement, en raison des activités minières, une grande partie de Madre de Dios est aujourd'hui un désert parsemé de bassins miniers. Plus de 37 % du territoire a été déboisé par l'EMAPE et a été converti en zones humides.

Tatenda Mapooze, de l'Association zimbabwéenne du droit de l'environnement, a évoqué les problèmes liés à l'informalité et au manque de gestion technique, qui entraînent des dommages environnementaux. Des impacts significatifs se produisent dans les huit provinces minières du Zimbabwe, notamment :

- La dégradation des sols, la fragmentation de l'habitat, l'exploitation du bois et la pollution sonore due aux explosions, qui provoquent la migration des animaux.
- Comme sur la biodiversité, l'exploitation minière a un impact sur la végétation, les écosystèmes terrestres et implique les pires pratiques conduisant à une pollution généralisée.

Malgorzata Stylo, du PNUE, a parlé des pays engagés dans la Convention de Minamata sur le mercure et qui travaillent sur leurs plans d'action nationaux ou les soumettent. Les données recueillies sur le terrain pour les PAN fournissent des informations importantes sur les activités minières et sur la présence et l'impact du mercure sur la biodiversité. À partir de ces informations, le PNUE a créé une carte sur laquelle les données collectées se superposent à la couche géospatiale des principales zones de biodiversité et des zones protégées. Cela permet d'avoir une vue d'ensemble de l'échelle des interactions et de savoir si l'exploitation minière a lieu à l'intérieur des zones de biodiversité ou à proximité. Il est important de noter que, conformément à la récente décision de la COP, les PAN au titre de la Convention de Minamata sur le mercure doivent être liés au cadre mondial de la biodiversité et impliquer les populations autochtones et les communautés locales. Il est important de relier les travaux réalisés dans le secteur de l'EMAPE avec les points focaux d'autres conventions environnementales, en particulier les équipes travaillant sur la biodiversité.

Rocky Marcelino, Conservation International, a présenté le nouveau programme appelé Projet de coordination régionale des forêts guinéennes, qui vise à impliquer plusieurs pays, dont la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone, dans la gouvernance forestière transfrontalière et la gestion des bassins versants. Quatre des douze pays participant au programme ont des projets planetGOLD, ce qui permet des opportunités de collaboration. De nombreuses régions de ces pays sont riches en gisements de minéraux à valeur économique, tels que le charbon, les diamants, l'oxyde et le minerai de fer. La Banque Mondiale a indiqué en 2021 que ces ressources constituent la principale source de devises, de redevances et d'impôts dans la région. Malheureusement, l'extraction minière, qu'il s'agisse de grandes exploitations ou d'exploitations artisanales, a un impact sur les régions et contribue à la perte de forêts et d'une biodiversité essentielle. Dans bon nombre de ces zones, les pratiques d'EMAPE ne sont pas autorisées, ce qui aggrave l'afflux de personnes dans les zones vulnérables (forêts critiques).

Pour améliorer les opportunités de collaboration et les synergies entre planetGOLD et le Projet de Coordination Régionale des Forêts Guinéennes, CI se concentre sur deux composantes : (1) la coordination de la pollinisation croisée entre les programmes intégrés, en particulier la gestion des connaissances et les échanges d'informations, et (2) l'amélioration de l'organisation des bailleurs de fonds et des partenaires du secteur privé (c'est-à-dire l'inclusion des sociétés minières dans le document de projet en tant que parties prenantes).

Une discussion a suivi sur les défis à relever pour équilibrer l'importance économique de l'exploitation minière et les impacts environnementaux et sociaux. Les solutions incluent une gestion efficace des déchets dans le cadre des stratégies nationales de la Convention de Minamata, l'intégration de la cohérence politique, la collaboration entre les agences gouvernementales et les parties prenantes pour soutenir les politiques communes après le projet, et la mise en œuvre de pratiques minières responsables et d'une sensibilisation à l'éducation pour minimiser les impacts environnementaux.

Une [présentation vidéo préenregistrée](#) d'EcoAgriculture Partners, décrivant des approches de gestion intégrée des paysages, a ensuite été présentée.

Les remarques finales ont souligné qu'il est essentiel de travailler avec les membres des communautés, les communautés minières et les parties prenantes au cours du processus scientifique afin de comprendre les expériences locales et d'élaborer ainsi de meilleures politiques et stratégies.

Le programme technique du Forum Mondial s'est achevé par une séance plénière sur l'importance des communications.

## Session plénière : Renverser le courant d'opinion sur l'EMAPE responsable

**Facilitateur :** Gabriela Flores, associée principale, IIED

**Intervenants :** David Alcantara, chef de l'unité EMAPE, Instituto Hondureño de Geología y Minas, Robert Donofrio, PDG, Futura Jewelry ; Dawn Po Quimque, spécialiste de la communication, planetGOLD Philippines ; Charlie Espinoza, journaliste indépendant, Mongabay ; Jennis Warren, stratège en collecte de fonds, Amazon Aid.

Gabriela a ouvert le débat en soulignant l'importance cruciale d'une communication efficace dans la promotion d'une EMAPE responsable. Elle a fait remarquer que sans une bonne communication, le brillant travail réalisé ne peut pas atteindre son plein potentiel. Elle a déclaré : "Nous ne pouvons pas soutenir des activités que les gens ne comprennent pas - en particulier quelque chose qui est considéré comme négatif et qui doit disparaître. Nous savons qu'il ne doit pas en être ainsi. Il n'est pas facile d'amener les autres à voir le côté plein d'espoir de l'EMAPE que nous voyons tous".

Gabriela a souligné les efforts exemplaires de planetGOLD qui investit des ressources, des efforts et de l'importance dans les communications stratégiques. Elle a insisté sur la nécessité de réfléchir davantage à la diversité des parties prenantes dans le monde de

l'EMAPE, notamment les communautés rurales, les mineurs, les acheteurs, les fournisseurs, les bijoutiers, les clients haut de gamme et les gouvernements nationaux et régionaux. Il est essentiel d'adapter les communications à ces différents publics, mais cela représente un défi et prend du temps.

Elle a également souligné l'importance de se mettre à la place de quelqu'un d'autre, en envisageant des approches concertées et davantage fondées sur des données probantes pour renverser le courant de l'opinion sur l'EMAPE. Elle a conclu en soulignant l'impact potentiel si tout le monde parlait d'une seule voix de ce qui se passe dans l'EMAPE et en reconnaissant la difficulté de changer les cœurs et les esprits.

David Alcantara, du Honduras, a fait part de l'étape importante qu'il a franchie en aidant les gens à comprendre que l'EMAPE est une source de moyens de subsistance dans les zones rurales. Il a décrit le parcours difficile qui a consisté à changer l'image négative de l'exploitation minière au Honduras, ce qui a pris plusieurs années. David a expliqué que le processus a commencé par la compréhension du contexte de l'EMAPE grâce à des études de base et à l'interaction avec les communautés, avec l'aide de projets internationaux du FEM.

Il a souligné l'importance de se rendre sur le terrain pour connaître les mineurs et comprendre leurs points de vue. Avec une base de référence complète, il est possible de promouvoir de meilleures pratiques et de changer l'image négative du secteur. David a souligné le rôle des projets pilotes qui mettent en avant les bonnes pratiques et qui peuvent aider à trouver une solution au problème. Il a insisté sur l'importance de renforcer les capacités des gouvernements locaux, de tirer parti des médias sociaux, de la télévision locale et des médias pour communiquer des messages positifs.

David a également évoqué la nécessité d'adapter les messages en fonction de la situation politique et de surveiller les réactions du public. Il a conseillé d'être patient et de mener des études de base approfondies pour comprendre l'environnement et créer un impact positif.

Robert (Bob) Donofrio de Futura Jewelry a discuté de l'impact des pratiques de communication sur son entreprise. Il a raconté son parcours, depuis la découverte du problème du mercure dans le secteur des EMAPE jusqu'à la création de Futura Jewelry en 2017. Bob a souligné les défis de la sensibilisation et l'importance d'établir la confiance et la légitimité par le biais de partenariats avec des organisations telles que Fair Mined et le PNUE.

Il a noté que les consommateurs ne sont généralement pas conscients de la question de l'EMAPE et que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour les sensibiliser. Bob a insisté sur la nécessité d'une action collective, en s'appuyant sur des plateformes telles que les médias internationaux, et en faisant appel à des écrivains et à des célébrités pour diffuser le message. Il a fait part de son expérience pour ce qui est d'amener les magasins à parler de l'or responsable et de l'importance de poursuivre les efforts de communication.

Dawn Po Quimque, spécialiste en communication de planetGOLD Philippines, a fait part de son expérience de la série de "kapihan" (ou café) médiatiques, des réunions informelles de journalistes et de représentants de projets. Ces rencontres ont considérablement modifié la perception des médias à l'égard de l'EMAPE et ont permis de mieux faire connaître le secteur. Dawn a souligné l'importance d'établir une relation de confiance avec les médias, de fournir des informations crédibles et de partager des exemples de réussite.

Elle a souligné la nécessité d'un engagement continu avec les journalistes, de l'exploitation des médias sociaux et de l'humanisation des histoires des mineurs pour faire évoluer l'opinion publique et promouvoir l'exploitation minière responsable. Dawn a également évoqué l'importance de la diversité des intervenants et le rôle de la narration dans la création de récits percutants.

Charlie Espinoza, journaliste indépendant, a expliqué comment aider les journalistes à rédiger des articles qui contribuent à renverser l'opinion sur l'EMAPE. Il a discuté de l'importance de changer le récit pour se concentrer sur la responsabilité des consommateurs et le potentiel des mineurs en tant qu'agents positifs du changement. Charlie a souligné la nécessité d'une communication claire et simple, de centrer les voix des mineurs et de fournir des histoires opportunes et convaincantes.

Il a conseillé aux organisations de mettre les journalistes en contact avec les mineurs et les membres de la communauté afin de créer des histoires percutantes. Charlie a également souligné l'importance de simplifier le langage dans les messages publics et de se concentrer sur des histoires individuelles plutôt que sur des récits à grande échelle.

Jennis Warren, d'Amazon Aid, a fait part du parcours de son organisation, qui s'efforce de sensibiliser le public aux effets de l'exploitation minière en Amazonie sur l'environnement et la santé humaine. Elle a souligné l'importance de l'utilisation des arts et de la narration pour communiquer des questions complexes sans jargon. Jennis a souligné le rôle du groupe de travail sur l'or dans la conduite du changement par la collaboration tout au long de la chaîne d'approvisionnement de l'or.

Elle a souligné la nécessité d'une communication stratégique pour conduire le changement et le pouvoir de l'art pour transmettre des messages de manière efficace. Jennis a expliqué comment Amazon Aid a utilisé des films, de la musique et d'autres initiatives artistiques pour sensibiliser l'opinion publique et établir des relations qui favorisent le changement.

## Q&R

Q : Luis Fernandez, un scientifique qui communique sur l'exploitation minière et le mercure depuis des décennies, a posé une question sur l'évolution du point de vue des consommateurs à l'égard de l'or. Il a suggéré que les grandes marques prennent leurs

responsabilités et que les gouvernements soutiennent les mineurs en tant que héros et résolveurs de problèmes.

R : Bob a insisté sur le fait que les grandes marques ont besoin d'incitations pour s'orienter vers l'or responsable. Il a souligné l'importance du lobbying auprès des grandes entreprises et des gouvernements pour créer ce changement.

Q : Rachel Cernansky, journaliste, s'est interrogée sur la responsabilité du secteur de la bijouterie, les réponses soulignant son influence significative en raison de sa consommation d'or.

R : Charlie a insisté sur la nécessité d'utiliser un langage clair et simple tout en transmettant la complexité et les nuances.

R : Jennis a souligné l'importance de commencer par des messages concrets qui touchent le cœur, comme la nécessité d'avoir de l'eau potable.

R : Dawn a souligné l'importance d'offrir des solutions en plus de l'information.

R : David a souligné l'importance de l'honnêteté dans la communication et de la création d'espaces permettant aux parties prenantes d'échanger la vérité.

## Remarques de clôture : Deuxième jour

Pour conclure la partie technique du Forum Mondial, Anil Sookdeo du FEM a remercié le gouvernement des Philippines, l'équipe mondiale de planetGOLD (y compris le NRDC et l'ONUDI), l'équipe de planetGOLD Philippines, le PNUE, Arrowhead Films, les agences de mise en œuvre et d'exécution du programme planetGOLD, les membres du PAG, le personnel de l'événement, l'équipe audiovisuelle et les deux hôtels pour leur contribution à l'événement. Il attend avec impatience les ateliers pratiques du troisième jour et les futures réunions. Anil a souligné l'importance des discussions et a exprimé sa gratitude à tous les participants pour leur engagement.

## Troisième jour : Mercredi 5 juin 2024

*Modérateur : Jie Pan, spécialiste technique régional, PNUD (Programme des Nations unies pour le développement)*

Le troisième jour du Forum mondial a été l'occasion pour les participants de discuter des approches permettant de relever les défis de l'EMAPE afin de soutenir un secteur amélioré, professionnel et sans mercure. Jie Pan a ouvert la session en donnant des instructions sur les ateliers pratiques. Trois scénarios hypothétiques d'EMAPE ont été présentés aux participants, qui ont ensuite été divisés en groupes et invités à recommander des interventions pertinentes pour aider les communautés hypothétiques. Les scénarios sont disponibles ici : Anglais : [Practicum Workshop Scenarios](#) ; Français : [Scénarios d'ateliers pratiques](#) ; Espagnol : [Escenarios de talleres de prácticas](#).

Bien que les scénarios diffèrent d'un groupe à l'autre, des thèmes communs sont apparus comme essentiels pour soutenir la transition vers le mercure, en se concentrant sur les piliers de la formalisation, du financement et de la technologie, ainsi que sur des thèmes transversaux :

## Thèmes transversaux :

- La confiance est une condition préalable à toute intervention, et il est donc essentiel de commencer le travail en établissant une bonne communication avec toutes les parties prenantes, de travailler conjointement et en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux et locaux, et d'impliquer les communautés d'EMAPE.
- Un bon état des lieux est essentiel pour identifier les besoins, comprendre la nature des conditions de l'EMAPE dans le territoire (minéralogie, caractéristiques géologiques, pratiques), comprendre la population et développer une relation avec les communautés. Une base de référence devrait inclure l'examen des projets précédents et la détermination de ce qui a fonctionné et de ce qui n'a pas fonctionné. Un bon état des lieux permettra d'évaluer les dynamiques et les intérêts locaux, de cartographier toutes les parties prenantes concernées et d'identifier les champions et les adeptes précoces du réseau, en particulier les financiers, autant d'éléments qui contribueront à la durabilité des interventions.
- Il est important d'impliquer les gouvernements locaux dans la collecte des données et la définition des stratégies dès le début.
- Il est important de disposer d'une équipe composée des ressources humaines/professionnelles adéquates pour soutenir le processus (par exemple, l'équipe doit posséder les compétences nécessaires pour nouer des relations avec les communautés).
- L'éducation est fondamentale à toutes les phases d'un projet. L'éducation/l'information sous forme d'échanges entre pairs et de travaux pratiques avec les communautés est la plus efficace.
- Les campagnes de communication doivent cibler les leaders qui joueront le rôle d'ambassadeur. L'alphabétisation est également un problème : lorsque le taux d'alphabétisation est faible, d'autres formes de communication seront nécessaires : théâtre, vidéo, images et contenu visuel. Les médias locaux peuvent également être des alliés pour faire passer le message.
- Pour favoriser les partenariats, les projets doivent donner la priorité à l'ouverture de canaux avec les institutions publiques et le secteur privé (acheteurs/fournisseurs d'équipement). Dans la mesure du possible, les projets doivent trouver des synergies dans les zones où l'EMAPE coexiste avec des mines à grande échelle, en encourageant éventuellement les grandes entreprises à acheter de l'or aux mineurs artisanaux.
- Il est essentiel d'assurer un suivi après les interventions afin d'évaluer ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné.

## Formalisation

- Étant donné que toutes les autres activités du projet dépendent du statut juridique des partenaires de l'EMAPE, tous les projets doivent d'abord s'attacher à garantir la reconnaissance juridique des bénéficiaires du projet d'EMAPE. Les partenaires de l'EMAPE doivent être aidés à se conformer à toutes les lois et réglementations, ainsi qu'à tenir des registres et à acquérir des connaissances financières. Pour y parvenir et garantir la durabilité, les gouvernements doivent renforcer les services de vulgarisation et de soutien.
- Un point de départ général pour la formalisation est de comprendre le cadre juridique du pays et les voies de formalisation. Dans la mesure du possible, des incitations supplémentaires pour le secteur pourraient être incorporées dans les cadres juridiques. Les activités visant à lutter contre l'informalité doivent clairement reconnaître la différence entre l'exploitation minière illégale et informelle.
- Afin d'encourager la reconnaissance officielle du secteur par le gouvernement et les communautés, les projets doivent mettre en évidence la pertinence du secteur et les opportunités économiques de l'exploitation minière responsable.
- La production d'informations et l'accès à celles-ci, ainsi que l'application de mécanismes de diligence raisonnable, doivent être considérés comme des mesures d'atténuation des risques. Les banques centrales peuvent être des partenaires en matière de diligence raisonnable.
- L'investissement dans la collecte de données géologiques permet également une meilleure compréhension et une gestion plus responsable des ressources aurifères.
- Les peuples autochtones (PA) disposent d'une série de droits spécifiques qu'il convient de comprendre, et les projets doivent faire l'objet de consultations précoces avec les communautés de PA.
- Pour protéger à la fois les droits de propriété intellectuelle et la biodiversité, il peut être nécessaire d'identifier des endroits précis où l'exploitation minière est autorisée et où elle est interdite. Toutefois, si les mineurs sont limités à des couloirs donnés, des études géologiques doivent confirmer la présence de gisements de minéraux dans ces zones.
- Les projets doivent envisager la conception et la mise en œuvre de mécanismes de gouvernance spécifiques avec une approche multipartite dans chaque juridiction.

## Technologie

- Les interventions technologiques doivent répondre au contexte local. Les mineurs doivent se voir proposer différentes options. Il est préférable d'adapter les technologies existantes lorsque cela est possible.

- Les mineurs doivent être impliqués dans l'ensemble du processus de sélection des équipements sans mercure et formés à ces équipements, ainsi qu'à la sécurité et à la professionnalisation générale des opérations.
- Pour introduire des interventions techniques, il convient d'adopter une approche commerciale, car les incitations économiques ont souvent une pertinence plus immédiate que les préoccupations sanitaires. L'analyse de rentabilité peut être un catalyseur pour l'adoption.
- Des projets pilotes devraient être mis en œuvre pour tester et adapter les technologies. Si les projets pilotes ne sont pas possibles, il convient de privilégier les échanges entre pairs et/ou les visites dans d'autres régions où les technologies fonctionnent.
- Les projets peuvent envisager une approche progressive pour éliminer l'utilisation du mercure et peuvent utiliser le langage de la transition lorsqu'ils abordent la question de l'utilisation du mercure.

## Finances

- Les besoins financiers des mineurs varient selon le type de mine et varient dans le temps pour une mine donnée. C'est pourquoi des approches progressives peuvent être envisagées : par exemple, le microfinancement peut ne pas être suffisant pour financer de gros équipements, mais peut être un point de départ pour commencer à travailler sur l'inclusion financière avec des groupes informels, car les besoins sont moindres, et le financement peut ensuite augmenter lentement à partir de là.
- Lorsque des groupes d'épargne et d'autres mécanismes existent déjà, les projets pourraient réunir les dirigeants de ces groupes pour discuter des besoins de financement.
- L'éducation financière (à la fois les compétences financières et la compréhension du système financier) est nécessaire, en particulier pour les femmes.
- La formation de coopératives/partenariats peut déboucher sur des systèmes de financement collectif autogérés ou créer des entités susceptibles de bénéficier d'un financement formel.
- Les projets de diversification des revenus peuvent constituer une partie complémentaire du portefeuille de projets.
- Tout fonds de financement spécial pour les mineurs devrait adopter des modèles de financement spécifiquement adaptés aux circonstances de l'EMAPE. Compte tenu des perceptions du risque, des mécanismes de réduction du risque tels que les fonds de garantie seront probablement nécessaires pour soutenir ces mécanismes jusqu'à ce qu'un bilan soit établi.

- Les besoins financiers doivent être pris en compte de manière globale pour tous les membres de la communauté - non seulement pour l'EMAPE, mais aussi pour d'autres moyens de subsistance (comme la pêche).
- L'éducation et la formation aux compétences commerciales pour l'EMAPE sont nécessaires. Cependant, le secteur financier doit également être sensibilisé à l'EMAPE, car le secteur de l'EMAPE est différent des autres secteurs économiques.
- À long terme, il serait utile d'analyser et de comprendre les incitations et les points de pression à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement en or, puis, sur la base de cette évaluation, les gouvernements peuvent concevoir un environnement fiscal plus favorable et plus équitable pour l'EMAPE.

## Remarques de clôture : Troisième jour

Le Forum Mondial planetGOLD s'est achevé sur une prise de conscience de l'importance de la poursuite du partage des connaissances. La communauté mondiale de l'EMAPE continue de progresser et lorsque des leçons sont tirées, ces connaissances sont importantes pour le progrès du secteur.

Le programme planetGOLD a été couronné de succès et a joué un rôle déterminant dans la mise en place d'une stratégie cohérente visant à abandonner l'utilisation du mercure, mais il reste toujours du travail à faire. Avec plus de 23 pays engagés dans le programme, et d'autres qui devraient les rejoindre, l'impact est indéniable - aider des milliers de mineurs, réduire des quantités significatives de mercure, et assurer un financement vital.

Cette semaine, les participants ont eu l'occasion de réfléchir aux réalisations, aux expériences et aux défis communs. Le projet planetGOLD Global est reconnaissant à tous ceux qui ont participé et à leur engagement. Le programme planetGOLD ne serait pas couronné de succès sans leur dévouement à l'amélioration du secteur.